

Vidéo montrant des «affrontements» avec la police lors du «hirak»

## La DGSN ordonne l'ouverture d'une enquête

Page 2

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Accusé de dilapidation de deniers publics

# Djamel Ould Abbas placé en détention provisoire

Les inculpations d'anciens responsables dans le cadre de la lutte contre la corruption continuent. Hier, c'était au tour de Djamel Ould Abbas de comparaître devant la Cour suprême avant d'être détenu à la prison d'El Harrach.

Page 3



Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)

## L'Algérie annonce sa décision de ratifier l'accord



L'Algérie a annoncé, hier à Niamey (Niger), sa décision de procéder à la ratification de l'accord relatif à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) et que l'instrument y afférent sera déposé prochainement auprès du président de la Commission de l'Union africaine (UA).

«L'Algérie annonce sa décision de procéder à la ratification de l'accord relatif à la Zlecaf et l'instrument y afférent sera déposé auprès de la présidence de la Commission de l'Union africaine», a indiqué le Premier ministre, Noureddine Bedoui.

Intervenant lors des travaux du 12<sup>ème</sup> Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, le Premier ministre a précisé que cet acte «témoigne, une nouvelle fois, de l'engagement constant et indéfectible de l'Algérie au profit de l'Afrique et de la réalisation de ses grands chantiers».

Selon lui, ces assises sont «un moment historique qui consacre la détermination de l'Afrique à concrétiser son engagement de libéralisation du commerce et d'approfondissement de l'intégration africaine au service de tous les pays du continent, loin de toute marginalisation ou exclusion».

Le Premier ministre a relevé que l'Algérie «poursuivra son engagement, comme par le passé, et avec la même énergie, dans les négociations en cours et à venir, en faveur du parachèvement de l'ensemble de l'édifice institutionnel africain et de l'approfondissement de l'intégration africaine, avec le même esprit de solidarité et de défense des intérêts de l'Afrique».

Il a ajouté qu'avec l'entrée en vigueur de la Zlecaf, «nos pays réalisent l'une des aspirations majeures de l'agenda 2063 qui vise à faire de l'Afrique un continent émergent et un acteur influent et efficace dans les échanges économiques et commerciaux mondiaux».

La Zlecaf, a-t-il poursuivi, «ne manquera pas d'impulser le développement du commerce y compris intra-africain et de promouvoir la croissance économique et le développement durable en tant que vecteur nécessaire dans l'évolution du monde d'aujourd'hui».

Page 6

Sétif

## Arrestation de deux individus pour agression d'un policier

Page 24



Canicule et forte utilisation de la climatisation

## Pic historique de consommation de l'électricité

Des records de consommation d'électricité sont atteints en raison de la vague de chaleur de ces derniers jours et ce n'est certainement qu'un début.



Par Karima Nacer

Chaque été, les vagues de chaleur entraînent des pics de consommation d'électricité. Cette année encore, la consommation de l'énergie électrique a connu une hausse de près de 5% sur le réseau interconnecté Nord, en comparaison avec l'été 2018. La canicule, qui pousse à recourir aux climatiseurs et ventilateurs, est la principale raison de cette surconsommation.

En effet, selon le groupe Sonelgaz, la demande en énergie électrique a connu une croissance importante, atteignant en termes de Puissance maximale appelée (PMA), une évolution de près de 5% sur le réseau interconnecté Nord, en comparaison avec l'été 2018. A cet effet, l'opérateur du système électrique national a enregistré samedi dernier une PMA de 14 343 MW, suite à la vague de chaleur qui touche l'ensemble du

pays. La consommation électrique étant fortement liée à la hausse des températures, de nouvelles pointes de consommation électrique ne sont pas à écarter durant les prochaines périodes caniculaires, a précisé la même source.

L'amélioration de la qualité de service et la forte croissance de la consommation de l'électricité par les foyers algériens, notamment pour les besoins de climatisation, expliquent cette hausse de la demande qui s'est exprimée de manière intense durant cet période de fortes chaleurs sur l'ensemble du territoire algérien, a ajouté la même source.

Les capacités des infrastructures énergétiques nationales ont été renforcées par la réalisation de 1 500 MW additionnels pour la production d'électricité, 10 ouvrages postes et 42 ouvrages lignes pour le transport de l'électricité, pas moins de 72 DP Gaz, ainsi que trois antennes infrastructurelles et l'alimentation en

gaz de quatre centrales, 10 282 km de réseaux pour la distribution de l'électricité et, enfin, 6 259,4 km de réseau pour la distribution du gaz.

Depuis 2012, un changement fondamental de la structure de la demande a été enregistré en été, du fait que la consommation maximale journalière a basculé de la pointe soir (ou pointe lumière) vers la pointe matin (pointe jour) en raison de la quasi généralisation de l'utilisation de la climatisation.

Cette tendance a induit des réaménagements importants dans la manière de conduire le système électrique, car les conditions de fonctionnement durant la journée sont plus sévères pour les équipements et installations constituant ledit système.

Aussi, le niveau et le volume des investissements du groupe Sonelgaz ont été adaptés de sorte à assurer la réserve nécessaire et ainsi faire face aux incidents.

En dépit de cette forte crois-

sance et des difficultés liées, notamment à la gestion des incidents en période de forte demande, les sociétés du groupe Sonelgaz ont «réussi à assurer l'alimentation des clients dans de bonnes conditions de qualité et de continuité».

Il convient de relever également la mobilisation de l'ensemble des exploitants (producteurs, transporteurs et distributeurs) qui travaillent en étroite coordination avec l'opérateur système (Dispatching national) afin d'assurer un bon passage de l'été.

Le groupe Sonelgaz prépare, comme chaque année, le passage été en réalisant les travaux de maintenance tout au long de l'année sur les ouvrages existants, mais encore, en mettant en oeuvre les travaux de réalisation et de mise en service des ouvrages de production, transport et distribution de l'électricité venant renforcer les différents réseaux électriques.

K.N.

Selon le ministre de l'Intérieur

## Les cameras de surveillance seront généralisées à toutes les wilayas

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah-Eddine Dahmoune, a révélé, samedi à partir de Blida, la généralisation programmée à l'avenir, du système de vidéo surveillance (ou cameras de surveillance) à toutes les wilayas du pays, en vue de préserver la sécurité des citoyens.

«Ce projet (de vidéo surveillance, ndr), ayant profité à ses débuts à sept grandes wilayas du pays, sera généralisé à l'avenir à l'ensemble de wilayas», a indiqué le ministre, dans une déclaration à la presse, en marge de l'inauguration d'un nombre de structures sécuritaires, en compagnie du directeur général de la Sûreté nationale (Dgsn), Abdelkader Kara Bouhadba.

Il a dévoilé, à ce propos, que des cameras de surveillance seront installés au niveau des boulevards et équipements publics, «pour protéger le citoyen et non le surveiller» a-t-il relevé.

L'opportunité a donné lieu à la présentation, au ministre, d'un exposé sur l'état d'avancement du projet du centre de contrôle de Sidi Lekbir (Blida), dont la «mise en service est en attente d'une opération d'équipement», a-t-on indiqué sur place.

«Une fois opérationnelle, la structure sera destinée à la sécurisation de l'ensemble des quartiers, rues et équipements publics de la wilaya», est-il signalé.

Sur un autre plan, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a plaidé pour la généralisation de l'équipement des stades de football du pays (anciens et nouveaux) en cameras de surveillance, en donnant la priorité, a-t-il dit, «aux grands stades, à l'instar de celui de Mustapha Tchaker, actuellement doté de 30 cameras de surveillance, outre ceux de Baraki et Tizi Ouzou», a-t-il ajouté.

Selon M. Dahmoune, cette opération, entrant dans les prérogatives de la direction générale de la sûreté nationale «s'inscrit au titre des mesures préventives visant l'éradication du phénomène de la violence dans les stades. Un dossier bénéficiant de la plus grande attention de la part du gouvernement».

«Ces mesures préventives s'ajoutent à de nombreuses actions de sensibilisation, mises en oeuvre par les services de sécurité pour faire face à la violence dans les stades, avec le soutien d'une batterie de mesures légales», a souligné le ministre.

K. L.

Vidéo montrant des affrontements avec la police lors du «hirak»

## La DGSN ordonne l'ouverture d'une enquête

Le directeur général de la Sûreté nationale, Abdelkader Kara Bouhadba, a ordonné l'ouverture d'une enquête au sujet d'une vidéo montrant des affrontements avec la police, qui auraient eu lieu probablement vendredi dernier, indique hier, la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) dans un communiqué.

M. Bouhadba «a instruit l'Inspection générale de la Sûreté nationale d'ouvrir une enquête sur la teneur d'une vidéo montrant des affrontements avec la police, qui auraient eu lieu probablement vendredi dernier», précise le communiqué qui ajoute que le Dgsn a souligné «l'impératif d'enquêter sur les faits et de situer les responsabilités afin que toutes les mesures prévues par loi soient prises».

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah-Eddine Dahmoune, a indiqué, samedi, que les services de sécurité sont à pied d'oeuvre pour parer tout risque menaçant l'action pacifique du «hirak» (mouvement populai-

re), a affirmé samedi à Blida. «Les marches pacifiques ont fait l'objet de menaces graves qui ont été déjouées par les services de sécurité», a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge de l'inauguration d'un nombre de structures sécuritaires en compagnie du directeur général de la Sûreté nationale, Abdelkader Kara Bouhadba.

Ces menaces «seront dévoilées ultérieurement par le directeur général de la Sûreté nationale», a-t-il dit, non sans louer les efforts colossaux consentis par les services sécuritaires dans la préservation de l'action pacifique du «hirak».

Le ministre a expliqué, à ce propos, que le non dévoilement de ces faits graves est justifié par la crainte d'être «accusé de vouloir alarmer les citoyens», soulignant, néanmoins, que le récapitulatif de ces dépassements «sera rendu public ultérieurement» (sans fixer une date pour ce faire). «Viendra le jour où toute la vérité sera dévoilée», a-t-il soutenu.

Quant au Dgsn, il a mis l'accent sur les efforts colossaux consentis par les services de sécurité pour préserver la paix et la sécurité des citoyens et de leurs biens, lesquels services «font face, nuit et jour, au crime sous toutes ses formes», a-t-il observé.

Abdelkader Kara Bouhadba a, en outre, lancé un appel aux citoyens en vue d'accompagner les corps sécuritaires pour leur faciliter le travail.

A noter que les marches de vendredi dernier à Alger se sont déroulées globalement dans le calme, à l'exception de quelques incidents enregistrés entre des manifestants et les forces de l'ordre. Selon une source sécuritaire, une dizaine de personnes a été interpellée puis transférée à la Sûreté urbaine d'Alger pour vérification d'identité avant d'être relâchée, alors que d'autres individus qui se sont rendus coupables de port d'armes blanches, ont été arrêtés et seront présentés devant la justice.

T. L.

Accusé de dilapidation de deniers publics

# Djamel Ould Abbas placé en détention provisoire

Les inculpations d'anciens responsables dans le cadre de la lutte contre la corruption continuent. Hier, c'était au tour de Djamel Ould Abbas de comparaître devant la Cour suprême avant d'être détenu à la prison d'El Harrach.



Par S. A. Mohamed

**L**e juge enquêteur près la Cour suprême a ordonné, en effet, hier, le placement de l'ancien ministre et ex-sénateur, Djamel Ould Abbas en détention provisoire à la prison d'El Harrach, a-t-on appris auprès de la Cour suprême. Ould Abbas a comparu dans la matinée devant le juge enquêteur près la Cour suprême pour dilapidation de deniers publics, conclusion d'un marché en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et faux en écritures publiques lorsqu'il était ministre de la Solidarité nationale et de la Famille. Le parquet général près la Cour suprême avait engagé les procédures de poursuite judiciaire à l'encontre de Djamel Ould Abbas, après son renoncement volontaire à son immunité parle-

mentaire, selon les formes et dispositions prévues dans le code de procédure pénale pour des faits punis par la loi. Il s'agit des chefs d'inculpation de «dilapidation de deniers publics, conclusion d'un marché en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, abus de fonction et faux en écritures publiques». Le dossier de cette affaire avait été transféré au juge enquêteur désigné à cet effet pour prendre les mesures adéquates. L'ancien ministre de la Solidarité nationale et ex-sénateur, Saïd Barkat, qui a, également, renoncé à son immunité parlementaire, est poursuivi dans des affaires similaires. Depuis le mois de mars, Djamel Ould Abbas et Saïd Barkat qui a comparu également hier devant le juge d'instruction de la Cour suprême, faisaient l'objet d'une procédure de levée d'immunité au

Conseil de la nation. Ils ont finalement renoncé tous les deux, de leur propre chef, à cette immunité pour être entendus par la justice. «En vertu des dispositions de l'article 127 de la Constitution et l'article 124 (alinéa 2) du Règlement intérieur du Conseil de la nation, MM Barkat et Ould Abbas ont déposé une déclaration écrite par laquelle ils renoncent volontairement à leur immunité parlementaire afin de permettre à la justice d'exercer ses missions constitutionnelles», avait expliqué en début juin dernier, un communiqué de la chambre haute du Parlement. Ils avaient auparavant été auditionnés par la commission des affaires juridiques du Conseil de la nation sur la demande du ministre de la Justice, garde des Sceaux relative à l'activation de la procédure de la levée de l'immunité parlementaire des deux séna-

teurs. D'autres ex-ministres, à l'instar de Amar Ghoul et Boudjemaâ Talaï seront également auditionnés par la Cour suprême probablement au cours de cette semaine selon une dépêche de l'APS de jeudi, qui cite la Cour suprême. «Le parquet général près la Cour suprême reprendra, début de la semaine prochaine, la poursuite judiciaire contre les quatre responsables restants», a fait savoir la même source, précisant qu'«il s'agit de Bouazghi Abdelkader, Ghoul Amar, Bouchouareb Abdeslam et Talaï Boudjemaâ et ce, conformément aux formes et conditions prévues par le code de procédure pénale». Mais selon d'autres sources, Abdeslam Bouchouareb qui se trouverait à l'étranger, ainsi que Chakib Khelil, font l'objet d'un mandat d'arrêt international.

S. A.M.

Crise politique

## Abdelaziz Rahabi : «Il y a urgence à parvenir à un accord»

Par Rachid Chihab

**F**ace à l'impasse politique et aux «conséquences imprévisibles» auxquelles est confrontée l'Algérie, il y a «urgence à parvenir à un accord politique global», alerte le coordinateur du Forum national pour le dialogue.

Commentant la rencontre réunissant, samedi, des représentants de partis politiques et une cinquantaine d'associations de la Société civile et de Fédérations professionnelles très représentatives, M. Abdelaziz Rahabi explique, que celle-ci se veut une participation à l'effort national de sortie d'une crise dans laquelle est enfoncé le pays depuis plusieurs mois.

Reçu hier, à l'émission L'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio algérienne, celui-ci dément que la «feuille de route» à laquelle a donné lieu cette rencontre ait fixé une date pour la tenue de l'élection présidentielle. Celle-ci sera organisée, dit-il, «quand les Algériens seront convaincus de la sincérité

du gouvernement à les organiser dans la transparence».

De la crise elle-même, il explique qu'il s'agit d'un processus qui est susceptible de durer et qui ne devrait cesser qu'après qu'eut été dégagée «une solution politique, négociée, consensuelle et pacifique», basée sur l'établissement de la confiance entre les Algériens et les autorités.

M. Rahabi estime que pour se libérer de ce marasme, la date des élections n'est pas la seule solution. La clé, commente-t-il, c'est l'accord politique global qui devrait intervenir entre les forces politiques et un environnement dominant aux Algériens le sentiment que leurs voix ne seront pas volées et qu'ils sont véritablement entrés dans un processus démocratique.

Pour parvenir à cette sortie de crise, il considère qu'il faut en passer par un «compromis solide», basée sur les garanties que le pouvoir doit donner pour montrer qu'il est disposé à céder de ses prérogatives, qu'il est prêt à entrer dans une phase de transformation démocratique et à organiser des élections

transparentes.

Prévenant contre l'état de «lassitude et d'inquiétude» auquel sont arrivés les Algériens, il souligne que ceux-ci ne sont pas prêts à se satisfaire d'une solution «à n'importe quel prix».

Evoquant les absents, l'invité de la rédaction affirme que les portes sont toujours ouvertes à toutes les forces politiques et sociales de l'opposition. Il précise, à ce propos, que des contacts seront entrepris pour convaincre les absents de rejoindre l'initiative.

En ce qui concerne la revendication relative à la convocation d'une assemblée constituante brandie par certaines forces politiques, il dira que cette option ne fera que perdre du temps pour l'Algérie. «La constituante va tout raser», explique-t-il. Il ajoute : «Notre objectif est de réformer l'Etat et non de le déconstruire».

Enfin, il reconnaît la présence timide de femmes dans la conférence de samedi, sans toutefois donner une explication à ce phénomène.

R.C.

APN

## La vacance de la présidence confirmée

La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a confirmé, hier, «la vacance» du poste de président de l'APN, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.

«Après avoir pris acte de la déclaration de démission présentée par M. Mouad Bouchareb, après subrogation du président de l'APN par intérim et après avoir pris acte du rapport du Bureau de l'APN constatant la vacance du poste, les membres de la Commission ont, après délibérations, confirmé à l'unanimité la vacance du poste de président de l'APN», lit-on dans le communiqué.

Cette confirmation a été adoptée lors d'une réunion de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN sous la présidence de M. Amar Djilani, président de la commission, conclut le communiqué.

G. K.

Affaires religieuses

## Plus de 2 400 logements affectés aux imams

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi, a fait état, dimanche à Alger, de l'affectation de 2440 logements, toutes formules confondues, à des imams, annonçant la réception prochaine d'un «grand quota de logements» au profit du secteur, .

Lors d'une rencontre avec les cadres et responsables du secteur, le ministre a indiqué que 2 440 unités de logement, toutes formules confondues, avaient été affectées à des imams et qu'un autre «quota de logements tout aussi important» sera réceptionné prochainement.

A cette occasion, M. Belmahdi a exhorté les imams à «être un exemple et un modèle à suivre en termes d'engagement vis-à-vis de la fonction pour laquelle ils sont rétribués et à favoriser la mission de proximité au niveau de leurs quartiers et de leurs mosquées au service de la patrie».

Par ailleurs, le ministre a fait savoir, concernant le projet de loi criminalisant les agressions contre les imams, que ce texte «était en cours d'étude et verra le jour bientôt».

Concernant le choix des membres de la commission du Hadj, M. Belmahdi a affirmé qu'«il ne s'agit ni d'un privilège ni d'un monopole», soutenant que ce choix procède de «la recherche de compétences aptes à opérer le changement et réaliser un saut qualitatif au profit des pèlerins algériens aux Lieux Saints».

R. K.

Marché des assurances

# Un chiffre d'affaires de plus de 42 milliards de DA

Le marché national des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 42,56 milliards de dinars (mds DA) au 31 mars 2019, contre 39,75 mds DA durant la même période de 2018, soit une hausse de 7,1 %, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA).



Le chiffre d'affaires réalisé par les assurances de dommages s'est établi à plus de 37,74 mds DA contre 35,55 mds DA à la même période de 2018, soit un accroissement de 6,2%, a précisé la même source sur son site Web.

Pour sa part, les assurances de personnes ont enregistré une hausse «assez remarquable» de 14,9 % en se chiffrant à 3,97 mds DA, contre 3,45 mds DA.

Par branche des assurances de dommages, le chiffre d'affaires de l'assurance automobile reste encore le plus important avec 21,59 mds DA durant le premier trimestre de l'exercice 2019, contre 20,79 mds DA, durant le premier trimestre de 2018 (+3,8%).

La branche automobile détient ainsi 57,2% du portefeuille des assurances de dommages.

Pour ce qui est de la branche Incendie et Risques divers (IRD), elle a réalisé un chiffre d'affaires de 13,30 mds DA, contre 12,24 mds DA, en hausse de 8,7% entre les deux périodes de comparaison.

Concernant la branche Transports, son chiffre d'affaires a progressé de 17,4 % pour atteindre 1,54 mds DA contre 1,31 mds, durant la même période de 2018.

C'est la sous-branche «transport aérien» qui a tiré vers le haut le chiffre d'affaires de l'assurance Transport, avec un chiffre d'affaires de plus de 266 millions de DA, contre 167,77 millions de DA, en hausse de 1489,6% entre les deux périodes de comparaison.

La bonne performance enregistrée par la

sous-branche «transport aérien» est générée par le «Corps aérien», en raison de la souscription de nouveaux contrats d'assurances couvrant les hélicoptères de la Protection civile, explique le CNA.

En revanche, le Transport maritime qui a dominé la branche Transport avec un chiffre d'affaires de plus de 845 millions de DA au 31 mars dernier, a connu baisse, bien que minime, par rapport à la même période de 2018 (852,82 millions de DA).

En outre, la branche Assurance agricole, a enregistré une hausse du chiffre d'affaires de près de 12% pour atteindre 700 millions de DA au 31 mars dernier contre plus de plus de 625 millions de DA, durant la même période de 2018.

La sous-branche «Production végétale», dont la part est de 37%, a évolué de 48,1%.

Pareillement, la sous-branche «production animale» a progressé de 4,6%, tirée, principalement, par la hausse de la «Multirisque bovine» (+38,6%) et la «Multirisque caprine» (+184%), en raison de l'apparition de maladies à grande échelle (peste des petits ruminants, notamment) qui ont contraint les éleveurs à s'assurer.

S'ajoute à cela la politique empruntée par la société du marché national des assurances, relativement à l'amélioration de la prestation de service, à travers la réduction des délais de règlement des sinistres, qui a encouragé l'adhésion à l'assurance «Agricole».

La branche des assurances des crédits a, quant à elle marqué une hausse de

5,5 % avec un chiffre d'affaires de près de 600 millions de DA, contre plus de 566 millions de DA, générée, essentiellement, par la sous-branche «Crédit immobilier» qui croît de 15%, compte tenu de l'importance des montants de crédits accordés par certaines banques.

## Prédominance des sociétés publiques

Pour ce qui est des parts de marché, les sociétés publiques d'assurance ont raflé 70,64% du chiffre d'affaires global du secteur des assurances de dommage en atteignant 26,66 mds DA, contre 10,23 mds DA pour les sociétés privées (27,10% du marché) et 840 millions de DA pour les sociétés mixtes (2,26%).

Il est observé que la branche automobile a tiré vers le haut le chiffre d'affaires des sociétés privées (33,5% du chiffre d'affaires global de ce type d'assurance).

Par ailleurs, le rapport du Conseil national des assurances a révélé que les sinistres réglés pour les assurances des dommages, se sont établis à 20,52 mds DA au 31 mars 2019, contre 18,15 mds DA, à la fin mars 2018, soit une évolution de 13,1%. Cette progression est due aux branches «Incendie, Risques divers», «Risques agricoles» et «Automobile» avec des taux respectifs de 117,6%, 8,8% et 3,1%.

En parallèle, les branches «assurance transport» et «assurance crédit» ont régressé, respectivement, de 79,9% et 89,8%.

Pour ce qui est des sinistres à payer, ils se chiffrent à 72,30 mds DA, contre 75,97 mds DA à la fin mars 2018, soit une baisse de 4,8%.

Cette régression est due à la baisse constatée au niveau de toutes les branches, à l'exception de la branche «automobile» en hausse de 1,6%.

Par ailleurs, les assurances de personnes ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 15% en s'établissant à 3,9 mds DA contre 3,45 mds DA.

Au 31 mars dernier, les sociétés privées ont assuré une part de 27% du total du marché des assurances de personnes avec un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de DA, en progression de 22,2% par rapport à la même période de 2018.

Les sociétés d'assurances de personnes ont réglé, au 31 mars dernier, plus de 1 milliard de DA, dont 77,4% consacrés à la branche «Prévoyance collective», suivie de la branche «Vie-décès» avec 16% de part.

Les indemnisations au premier trimestre 2019, ont marqué une hausse de 65,8%, conséquence de la progression du montant des sinistres réglés au titre des branches «Accident», «Prévoyance collective», «Vie-décès» et «Maladie» avec 337,1%, 88,1%, 53,5% et 36,1%, respectivement.

Quant aux sinistres à payer, le montant a atteint 3,5 mds de DA, soit un repli de 0,5% par rapport à la même période de l'exercice 2018.

Par ailleurs, l'activité de la réassurance a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 6,3 mds DA, contre 9 mds DA durant la même période de 2018, soit un recul de 31%.

Les affaires nationales ont représenté 86,3% du total, enregistrant une production de 5,4 mds de DA, et ont marqué une baisse de 35,1% comparativement au 31 mars 2018.

Cette baisse est tirée, principalement, par les branches «Assistance voyage» (-71,3%), «Individuel life» (-65,2%), «RC Décennale» (-62,2%), «Risques agricoles» (-54,7%) et «Incendie» (-45,2%), suite à l'envoi tardif des comptes des cédantes.

La Compagnie Centrale de Réassurance (CCR) a réglé, au 31 mars 2019, un montant de 3,6 mds DA, toutes affaires confondues, réparti entre 2,9 mds DA au titre des affaires nationales, représentant 79,3% du total, et 747,4 millions de DA consacrés aux affaires internationales, soit 20,7% du total.

Pour ce qui est du stock des sinistres de la réassurance restant à payer, il s'est élevé à 28,5 mds DA à la fin mars 2019, répartis entre les affaires nationales avec 24,6 mds DA et les affaires internationales avec 3,9 mds DA.

Par ailleurs, le Conseil national des assurances rappelle que le marché des assurances a totalisé au 31 décembre 2018, un chiffre d'affaires de 143,3 mds DA, contre 138,7 mds DA au 31 décembre 2017, soit une évolution de 3,3 %.

G. L.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2019

# Hausse de l'activité industrielle de l'Algérie

L'activité industrielle algérienne a connu une hausse, durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Cette amélioration a été plus prononcée selon les patrons du secteur privé, a indiqué une enquête d'opinion menée par l'Office national des statistiques (ONS), auprès d'industriels publics et privés.

Plus de la moitié des enquêtés du secteur public et 77% de ceux du privé ont déclaré avoir utilisé leurs capacités de productions à plus de 75%, relève l'enquête, qui précise que la hausse de l'activité avait concerné notamment les secteurs des mines et carrières, des industries sidérurgiques,

métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (Ismmee) et chimie. La demande des produits fabriqués a connu également une hausse durant les trois premiers mois 2019, selon les chefs d'entreprises privées, notamment, ceux des Ismmee, de la Chimie et l'agro-alimentaires, alors qu'aux yeux du public il s'agit d'une stabilisation. La majorité des chefs d'entreprises du secteur économique national a déclaré avoir satisfait toutes les commandes reçues durant les trois premiers mois de l'année 2019.

Concernant le niveau d'approvisionnement en matières premières, il a été inférieur à la

demande exprimée, selon plus de 40% des enquêtés du secteur public et près de 9% de ceux du privé.

Cela a engendré des ruptures de stocks à près de 10% des premiers et à 6% des seconds, induisant des arrêts de travail dans les deux secteurs, mais de courte durée, pour la plupart des concernés. Plus de 12% des représentants du secteur public et près de 11% de ceux du privé ont déclaré avoir connu des pannes d'électricité, engendrant des arrêts de travail de moins de six jours selon la plupart du premier secteur et allant jusqu'à 12 jours pour plus de 48% du second. Pour l'approvisionne-

ment en eau, il a été suffisant selon la majorité des chefs d'entreprises des deux secteurs, selon les résultats de l'enquête.

Concernant l'emploi, les chefs d'entreprises enquêtés du secteur public ont déclaré une hausse de leurs effectifs durant les trois premiers mois de l'année en cours, alors que ceux du secteur privé ont fait part d'une stabilité.

La plupart des enquêtés jugent le niveau de qualification du personnel «suffisant». Par ailleurs, plus de 20% des patrons des entreprises publiques et près de 10% de ceux du privé ont déclaré avoir trouvé des difficultés à recruter, notamment du personnel d'en-

cadrement et de maîtrise.

Cependant près de 60% des enquêtés du secteur public pensent que même s'ils recrutaient du personnel supplémentaire, cela n'augmentera pas davantage le volume de leur production actuelle, a fait savoir l'Office.

Pour des raisons, essentiellement, de vétusté et de sur utilisation des équipements, plus de 34% du potentiel de production du secteur public et plus de 28% de celui du privé ont connu des pannes durant le premier trimestre 2019. Plus de la moitié des enquêtés des deux secteurs ont remis en marche leurs équipements.

Reda A.

Pour faire pression sur les pays européens

# Implication du Maroc avec des réseaux d'immigration clandestine

Un groupe de chercheurs et de journalistes concernés par le dossier de l'immigration clandestine ont évoqué, jeudi, lors d'un atelier sur les migrants et les réfugiés tenu au siège du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) à Genève (Suisse), l'implication du Maroc dans l'augmentation du taux d'immigration clandestine en Europe, ces dernières années.



Intervenant lors d'un débat organisé dans le cadre de cet atelier, le coordonnateur de la Commission nationale sahraouie des droits de l'homme (Conasadh) en Europe, Hassan Amilid a soulevé le phénomène de l'immigration clandestine et les flux migratoires vers l'Europe, soulignant que «le régime marocain utilise cette carte pour faire pression sur les pays européens afin d'obtenir du soutien à sa politique sournoise et couvrir ses violations flagrantes des droits de l'homme au Maroc et dans les territoires du Sahara occidental».

Ces manoeuvres permettent au Maroc également d'obtenir des voix soutenant sa présence illégale sur les territoires sahraouis, de poursuivre les spoliations des ressources naturelles de ce pays et de contourner le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, a ajouté M. Amilid.

Soulignant que l'occupation marocaine oeuvre «de manière systématique» à

déplacer les sahraouis vers l'Europe en leur facilitant la tâche, M. Amilid a affirmé que l'implication du Maroc dans l'immigration clandestine a entraîné la perte de plusieurs jeunes Sahraouis qui ont périés en mer, les derniers en date étant un groupe de jeunes qui ont trouvé la mort au large des îles Canaries en tentant de rejoindre les rives espagnoles.

M. Amilid a appelé les participants, et à travers eux la communauté internationale, à faire face à «la politique sournoise adoptée par le régime marocain (immigration clandestine, traite des êtres humains et trafic de drogue), une politique à travers laquelle le Maroc tente de réaliser des objectifs politiques et économiques en inondant l'Europe de milliers de migrants clandestins».

Pour sa part, le maire de Naples (Italie) a réitéré la solidarité du Conseil municipal avec les immigrés et les réfugiés des quatre coins du monde, dénonçant le traitement inhumain exercé contre cette catégorie au

Maroc, et attestant de «la véracité et la réalité des témoignages de certains témoins ainsi que des rapports de la presse, tous unanimes, quant à l'implication du régime dans les bandes de traite des êtres humains et les flux d'émigration de groupes d'immigrés par les ports et les aéroports marocains».

## Jeunes Sahraouis entre décès et disparition

Une journaliste canadienne a réalisé un documentaire intitulé «sans frontières» qui revenait sur des témoignages de migrants de la région subsaharienne qui affirment être passés par les ports du Maroc à bord de navires et bateaux pour se rendre en Europe moyennant une somme allant de 2 000 à 4 000 euros par tête, versée aux réseaux spécialisés dans l'immigration illégale «activant en collaboration avec les autorités marocaines qui leur garantissent l'accès aux ports».

Fuyant leur vie déplorable et misérable, les enfants du peuple sahraoui où qu'ils soient (Territoires occupés ou Maroc) recourent à l'immigration clandestine en mettant leur vie en péril, certains périssent en cours de route et d'autres disparaissent.

Parmi les images de cette tragédie figure la mort par noyade dans les eaux territoriales sahraouies du jeune Saïd Mohcine Lili, inhumé par une foule de Sahraouis la semaine passée à El Ayoun. C'est là un jeune parmi tant d'autres Sahraouis disparus dans des conditions obscures, le 20 juin passé, lorsqu'ils tentaient de quitter leur pays en prenant la mer en destination des îles Canaries.

Les familles des jeunes Sahraouis ont tenu les autorités marocaines pour responsables des «circonstances obscures» dans lesquelles ont disparus leurs enfants. Les autorités de l'occupant poursuivent, toutefois, la dissimulation de ces crimes, ce qui a suscité des interrogations notamment à la lumière de l'existence de plusieurs centres fixes de l'armée de l'occupant marocain tout au long des eaux territoriales sahraouies, selon des sources sahraouies.

Les Sahraouis affirment que l'immigration clandestine des jeunes Sahraouis vers l'Europe met à nu «les allégations marocaines et démontre les mauvaises conditions socio-économiques des Sahraouis en dépit des ressources dont recèlent les territoires sahraouis occupés. R. L.

## Ghali invité à la cérémonie d'investiture du nouveau président mauritanien

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Brahim Ghali, a reçu l'invitation officielle de son homologue mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, pour assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président de la Mauritanie, Mohamed Cheikh El-Ghazouani. L'invitation a été transmise au chef de la diplomatie sahraouie, Mohamed Salem Ould Salek, par son homologue mauritanien, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, en marge des travaux du 12<sup>ème</sup> sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) à Niamey, pour assister à la cérémonie officielle prévue le 1<sup>er</sup> août 2019 à Nouakchott, a précisé SPS. Le candidat de la majorité, Mohamed Cheikh El-Ghazouani, a été proclamé président de la Mauritanie par le Conseil constitutionnel à l'issue d'un scrutin présidentiel au cours duquel il avait été élu avec 52% des suffrages exprimés au premier tour.

Le président Ghali, arrivé samedi à Niamey pour participer au 12<sup>ème</sup> sommet de l'UA dont les travaux ont commencé hier, a eu des entretiens avec des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, la Commission de l'Union africaine et les organes de décision de l'Organisation continentale afin de discuter des progrès de la cause sahraouie, au niveau régional et international. K. Y.

Lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme

## La RASD est «un acteur-clé» dans la région

Le représentant du Front Polisario en France, Oubi Bouchraya, a mis en exergue les efforts déployés par la République arabe sahraouie démocratique (Rasd) pour lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue, soutenant que la Rasd demeure «un acteur-clé» dans la lutte contre ces fléaux dans la région.

Intervenant lors d'un atelier organisé vendredi par la délégation sahraouie en Espagne dans le cadre des réunions préparatoires de la 44<sup>ème</sup> édition de la Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (Eucoco), prévue en novembre à Vitoria-Gasteiz, M. Bouchraya a mis en exergue «l'expérience des forces de sécurité sahraouies et l'engagement de la Rasd en faveur de la stabilité et de la paix dans la région».

Le représentant du Front Polisario a sou-

ligné lors de son intervention que cette expérience et cet engagement sont des arguments essentiels pour la mise en oeuvre des stratégies continentales et internationales.

M. Bouchraya a déploré, cependant, la vision stratégique limitée de l'Union européenne (UE) dans la région en ne reconnaissant pas la Rasd comme un élément essentiel pour lutter contre les maux qui affectent l'Afrique du Nord et le sud de l'Europe.

«L'Union européenne ne peut pas continuer à sous-estimer l'Etat sahraoui dans la région», a précisé le diplomate sahraoui.

«Avec des moyens propres et modestes, l'Etat sahraoui met en oeuvre d'importantes mesures de sécurité», a-t-il ajouté.

Dans le cadre de ces préparatifs pour l'Eucoco, la Coordination européenne des

comités de soutien au peuple sahraoui s'est engagée à intensifier les actions de sensibilisation vis-à-vis de la cause sahraouie et à mobiliser l'opinion publique pour que la communauté internationale intervienne contre la violation des droits de l'homme et le pillage des ressources au Sahara occidental occupé.

Réunis à Vitoria-Gasteiz, les membres de la Coordination européenne ont appelé à intensifier la bataille internationale, à mobiliser l'opinion publique pour que la communauté internationale intervienne contre la violation des droits de l'homme et le pillage des ressources au Sahara occidental occupé par le Maroc ainsi qu'à agir pour faire respecter les résolutions de l'ONU et de l'Union africaine (UA) prévoyant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. K. L.

# DIVERS ▶▶

Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)

## L'Algérie annonce sa décision de ratifier l'accord

L'Algérie a annoncé, hier à Niamey (Niger), sa décision de procéder à la ratification de l'accord relatif à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) et que l'instrument y afférent sera déposé prochainement auprès du président de la Commission de l'Union africaine (UA).



« L'Algérie annonce sa décision de procéder à la ratification de l'accord relatif à la Zlecaf et l'instrument y afférent sera déposé auprès de la présidence de la Commission de l'Union africaine », a indiqué le Premier ministre, Noureddine Bedoui.

Intervenant lors des travaux du 12<sup>ème</sup> Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, le Premier ministre a précisé que cet acte «témoigne, une nouvelle fois, de l'engagement constant et indéfectible de l'Algérie au profit de l'Afrique et de la réalisation de ses grands chantiers».

Selon lui, ces assises sont «un moment historique qui consacre la détermination de l'Afrique à concrétiser son engagement de libéralisation du commerce et d'approfondissement de l'intégration africaine au service de tous les pays du continent, loin de toute marginalisation ou exclusion».

Le Premier ministre a relevé que l'Algérie «poursuivra son engagement, comme par le passé, et avec la même énergie, dans les négociations en cours et à venir, en faveur du parachèvement de l'ensemble de l'édifice institutionnel africain et de l'approfondissement de l'intégration africaine, avec le même

esprit de solidarité et de défense des intérêts de l'Afrique».

Il a ajouté qu'avec l'entrée en vigueur de la Zlecaf, «nos pays réalisent l'une des aspirations majeures de l'agenda 2063 qui vise à faire de l'Afrique un continent émergent et un acteur influent et efficace dans les échanges économiques et commerciaux mondiaux».

La Zlecaf, a-t-il poursuivi, «ne manquera pas d'impulser le développement du commerce et y compris intra-africain et de promouvoir la croissance économique et le développement durable en tant que vecteur nécessaire dans l'évolution du monde d'aujourd'hui».

«Il nous revient, de nous atteler, à combattre les inégalités de développement qui subsistent, malheureusement encore, en Afrique et à placer un tel objectif noble au cœur de nos préoccupations, car il y va de l'avenir de la stabilité de nos sociétés et de leur cohésion», a-t-il dit.

M. Bedoui a indiqué que sur un plan d'ensemble, «il nous appartiendra d'oeuvrer solidairement pour la libéralisation du commerce en Afrique, ne soit pas un facteur de destruction de l'industrie naissante dans le continent, en particulier dans le secteur agricole et manufacturier, mais à l'inverse un instrument puissant d'accompagnement des pou-

voirs publics dans leurs efforts de promotion et de densification du tissu industriel».

Il a souligné que «nos pays sont appelés à veiller à ce que la Zlecaf profite d'abord et avant tout aux Africains, aux produits et aux marchandises oeuvrés en Afrique, tout en assumant un commerce intra-africain de manière directe, efficace, sans recours aux intermédiaires nos Africains».

«L'attachement de nos pays à ces principes permettra d'abord la promotion du label Made in Africa à l'intérieur du continent, ensuite la conquête d'autres régions du monde, une fois remplies les conditions minimales de compétitivité permettant de s'inscrire dans la chaîne internationale de valeurs», a-t-il soutenu.

Pour lui, la Zlecaf «dispose de tous les attributs et atouts nécessaires pour être le véritable moteur de croissance de l'Afrique», faisant observer que «nous devons tous nous attacher à travers le renforcement de notre arsenal juridique commercial, à l'harmonisation de nos politiques économiques et au développements de systèmes de paiement régionaux efficaces et fiables».

Sur un autre plan, M. Bedoui a relevé que la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites «restera toujours au cœur de nos préoccupations, car ces phénomènes

négatifs sont de nature à comprendre tout effort de développement national et africain», ce qui souligne, a-t-il ajouté, «la nécessité d'harmoniser nos politiques fiscales et celles relatives à l'investissement».

Il a estimé, qu'en s'appropriant la mise en oeuvre de la Zlecaf, le continent «gardera entièrement son destin en main et pourra utiliser à bon escient l'existence de la Zlecaf comme un avantage important et un argument de poids» à faire valoir au sein des grandes négociations multilatérales pour le bénéfice commun des nos peuples respectifs et de leur prospérité.

Le Premier ministre représente le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, à ce sommet extraordinaire. Il est accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum ainsi que du ministre du Commerce, Saïd Djellab.

La Zlecaf est entrée en vigueur le 30 mai dernier dans l'objectif de constituer un marché unique pour les biens et services au niveau du continent, basé sur la libre-circulation des activités et des investissements.

K. L.

## Consolider la paix et assurer la prospérité de l'Afrique

La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) contribuera à consolider la paix et à assurer la prospérité de l'Afrique, a indiqué, hier à Niamey (Niger), le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat.

Intervenant à l'ouverture des travaux du 12<sup>ème</sup> Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, M. Mahamat a indiqué que la Zlecaf servira à consolider la paix et à assurer la prospérité, relevant que c'est un «projet emblématique et une inestimable réalisation».

Il a indiqué que 54 pays (sur 55 membres de l'UA) ont signé l'accord de la Zlecaf et 27 ratifications ont été enregistrées, affirmant que la croissance économique du continent devra «être plus rapide vu son remarquable potentiel».

Pour lui, elle va favoriser l'échange, l'émancipation de la femme et la prospérité, notamment pour la jeunesse, ajoutant que son entrée dans sa phase opérationnelle permettra la réalisation des infrastructures pour l'interconnectivité des territoires.

De son côté, le commissaire à la paix et la sécurité de l'UA, Smaïl Chergui a indiqué que la Zlecaf apportera une «très grande contribution à la paix et à la stabilité de l'Afrique», ajoutant qu'elle permettra aux échanges de se multiplier.

«Son impact économique et social sera évident donc, nous aurons énormément de gains en matière d'emploi et de mobilité de main d'oeuvre», a-t-il dit, relevant qu'il y a une détermination politique des Etats membres pour donner un souffle à cette intégration africaine.

H. L.

## La ZLECAF permettra de créer un environnement d'investissements

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) permettra de créer un environnement favorisant les investissements pour la prospérité de l'Afrique en vue réaliser l'aspiration de ses peuples au progrès, ont affirmé dimanche à Niamey des chefs d'Etat africains. «La ZLECAF servira à créer un environnement d'investissements pour la prospérité de l'Afrique pour réaliser l'aspiration de nos peuples aux progrès», a indiqué le président égyptien et président en

exercice de l'Union africaine, Abdelattah al Sissi, lors du 12<sup>ème</sup> sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA.

Il a ajouté qu'avec l'entrée en vigueur de la ZLECAF (30 mai 2019), «nous sommes sur la bonne voie pour réaliser l'intégration économique du continent», précisant qu'elle servira à améliorer les échanges intra-africains et la complémentarité.

Le président égyptien a indiqué, par ailleurs, que la ZLECAF permettra de renfor-

cer «notre position sur la scène internationale et concrétiser ainsi le rêve des pères fondateurs».

De son côté, le président nigérien, Mouhamadou Issoufou, a indiqué que la concrétisation de ce projet montrait l'intérêt que «nos Etats et nos peuples attachent à l'accroissement des échanges intra-africains», ajoutant que cette zone offrirait un potentiel immense aux entreprises africaines.

K. Y.

Etat-Unis

# Des chercheurs éliminent le virus du sida chez des souris infectées

**Des chercheurs aux Etats-Unis sont parvenus à éliminer durablement le VIH, le virus responsable du sida, chez certaines souris infectées grâce à une combinaison de techniques, une avancée toutefois très loin d'une possible application chez l'homme, selon une étude publiée cette semaine dans la revue Nature.**



Les auteurs de l'étude (Prasanta K. Dash, Rafal Kaminski et Ramona Bella), qui travaillent à l'Université du Nebraska et à la Temple University de Philadelphie, ont combiné deux technologies de pointe pour tenter d'éradiquer le

virus chez des souris de laboratoire.

Leur but était de lutter contre le phénomène de résurgence du VIH, car dans les thérapies actuelles faisant appel aux antirétroviraux, le virus reste contenu dans l'organisme sous forme latente, à

divers endroits, et se réactive si le traitement s'interrompt, ce qui nécessite de le prendre à vie.

Les chercheurs ont eu d'abord recours à une forme de traitement antirétroviral à libération lente et à action prolongée, dite Laser art (long-action

slow-effective release antiviral therapy), et, dans un second temps, à la technique dite Crispr d'édition génétique.

Le traitement Laser art a été administré sur plusieurs semaines de façon ciblée, pour chercher à réduire au minimum la réplication du virus, dans les zones de l'organisme considérées comme des "réservoirs" à VIH, c'est-à-dire des tissus où il reste normalement latent comme la moëlle épinière ou la rate.

Ensuite, pour retirer les dernières traces du VIH, les chercheurs ont fait appel à Ccrpr-Cas9, un outil d'édition génétique (parfois surnommé "ciseaux génétiques") qui permet d'ôter et de remplacer des parties indésirables du génome. Une combinaison qui a permis d'éliminer le virus chez plus du tiers des souris ayant reçu ce double traitement, d'après les conclusions publiées par les trois chercheurs.

Selon le résumé de l'étude, ces résultats "sont une démonstration de la faisabilité d'une élimination permanente du virus". Mais la perspective d'une éventuelle application chez des patients humains est encore très éloignée. "C'est un premier pas important, vers un chemin beaucoup plus long pour l'éradication du virus", concluent les auteurs.

M. L.

## Soins au sein des établissements sanitaires Appel au respect des normes de la qualité

La 9<sup>ème</sup> édition du Forum international de la santé, organisée à l'hôpital Dr Benzerdjeb de Aïn Témouchent, a été axée sur plusieurs thèmes liés aux normes de la qualité et à la sécurité des soins au sein des établissements de santé.

"Le management de l'acte d'infirmier, de par ses portées techniques et pratiques, a constitué l'un des thèmes de ce forum, outre la mise en place de projets et plans d'action de gestion du traitement d'un assuré pour atteindre des normes internationales en matière de thérapies sanitaires", a souligné le Dr Abdesslem Khodja, président du conseil médical de cet établissement hospitalier.

Cette 9<sup>ème</sup> édition porte sur des ateliers, en présence des praticiens et de paramédicaux nationaux et de Tunisie, du Maroc et de Mauritanie en plus d'experts européens. Les participants ont échangé leurs expériences et informations sur divers thèmes relevant de leurs spécialités.

Par ailleurs, en marge du Forum, le staff médical de l'hôpital de Aïn Témouchent a assuré plusieurs interventions chirurgicales délicates et complexes, encadrées par le professeur Madjid Khoury de l'hôpital Necker de chirurgie pédiatrique de Paris sur des enfants souffrant de malformations congénitales.

Cette manifestation scientifique de trois jours se poursuit en présence de plus de 250 participants. Elle aborde des thèmes en relation avec les normes de la qualité, la sécurisation des soins au sein des établissements sanitaires, a rappelé le directeur de l'hôpital, Abdelhamid Zerdaoui. Il a estimé que cette manifestation est une occasion pour faire découvrir des expériences réussies de son hôpital surtout en chirurgie cardiovasculaire et chirurgie de la scoliose chez l'enfant.

L. N.

## Prise en charge psychologique

# Nouveau module dans le programme «Un secouriste par famille»

La formation destinée au grand public dans le cadre du programme national "Un secouriste par famille" a été consolidée par l'introduction d'un nouveau module consacré à "la prise en charge psychologique", a-t-on appris samedi à Oran des responsables de la Protection civile de la wilaya.

"La prise en charge psychologique des blessés et rescapés d'un accident, ainsi que de leurs proches et éventuels témoins, fera l'objet de séances de formation spécifiques",

a précisé le médecin commandant Ahmed-Sofiane Bahlouli, chargé du suivi du programme indiqué auprès de la Protection civile d'Oran.

A Oran, plus de 4 500 personnes ont été formées aux gestes qui sauvent depuis 2009, année du lancement du programme "Un secouriste par famille", a fait savoir le Dr Bahlouli, signalant qu'une nouvelle session débutera cette semaine au profit d'une centaine de bénévoles.

Ce responsable, également chef de

bureau des secours médicalisés, a rappelé que la formation du grand public a pour but de "consolider la première ligne de défense dans la chaîne de secours".

"L'enseignement dispensé dans ce cadre permet au secouriste de famille d'intervenir dans les situations d'urgence où il est présent, notamment lors d'accidents domestiques ou de la route", a-t-il expliqué.

Le nouveau module dédié au volet psychologique consolide ainsi le dispositif du secourisme de masse en appoint à celui déjà

opérationnel au sein des différentes unités de la Protection civile, a-t-on souligné, en rappelant que la formation est dispensée gratuitement.

Une attestation de formation est remise aux intéressés à l'issue de leur stage, un document qui a permis à de nombreux titulaires de concrétiser leur insertion professionnelle parmi le personnel de prévention et de sécurité de plusieurs entreprises, a-t-on affirmé de même source.

H. L.

## Jumelage entre hôpitaux de Hussein Dey et de Djelfa

# Réalisation de 44 interventions chirurgicales

Près de 440 examens médicaux et 44 interventions chirurgicales ont été réalisées par une équipe médicale pluridisciplinaire du CHU Nefissa Hamoud (Ex-Parnet) de Hussein Dey (Alger) au niveau de l'hôpital de Djelfa dans le cadre d'une opération de jumelage, a-t-on appris samedi du chef de cette mission médicale, le Pr. laïche Achour.

"Cette mission médicale, dont l'action a pris fin le week-end dernier, englobait de nombreux spécialistes, notamment en réanimation et anesthésie", a indiqué à

l'APS, le Pr. laïche, chef de service anesthésie-réanimation au CHU de Hussein Dey, précisant que dans le cadre de cette opération de jumelage entre le CHU Nefissa Hamoud et l'hôpital de Djelfa, il a été réalisé, en cinq jours, une moyenne de 44 interventions chirurgicales.

La mission médicale, déléguée à la faveur de cette opération jumelage, englobait, outre des spécialistes en réanimation et anesthésie, des professeurs en chirurgie et néphrologie ayant contribué, entre autres, à la réalisation de 91 examens (en réani-

mation et anesthésie) et 50 autres en cardiologie, a-t-il précisé.

Le responsable a également fait part de plus de 100 consultations spécialisées en néphrologie, dont certaines réalisées au profit des malades des hôpitaux de Mesaâd et Hassi Bahbah.

La délégation médicale du CHU Nefissa Hamoud s'est rendue au niveau de nombreux hôpitaux de la wilaya, dont ceux de Hassi Bahbah et Aïn Ouessara, au titre de cette initiative qui s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du programme du ministère de tutelle, visant le rapproche-

ment des prestations médicales des citoyens, ont indiqué des responsables en charge du secteur de la santé de la wilaya.

L'opération a également englobé la réalisation de plus de 130 consultations en gynécologie-obstétrique.

Lors d'une rencontre l'ayant réuni avec les membres de cette mission, le wali de Djelfa, Toufik Dhif, a félicité ces derniers pour le travail qu'ils ont accompli, avant d'appeler cette délégation médicale, à "accompagner la wilaya dans ses efforts d'amélioration et de promotion des prestations

médicales".

Une autre réunion avec les élus locaux a abordé le problème de prise en charge des urgences en cardiologie et en IRM, avec l'examen des moyens d'amélioration du secteur de la santé dans cette région reculée du pays.

Un plan de travail a été élaboré à l'occasion. Il prévoit notamment le retour de cette mission médicale à Djelfa, à la fin août prochain, afin de "prendre en charge des enfants en préscolaire, pour des interventions ambulatoires".

T. K.

Khenchela

## 73 participants à la rencontre nationale des randonneurs et campeurs amateurs



Une rencontre nationale des randonneurs et campeurs amateurs s'est ouverte mercredi à l'Office des établissements de jeunes (Odej) de Khenchela en présence de 73 participants âgés de 18 à 35 ans et issus de différentes wilayas du pays.

Cette manifestation vise à favoriser la rencontre entre jeunes de différentes wilayas du pays, a indiqué à l'occasion la directrice de la jeunesse et des sports, Tounès Ghodbane, qui a

espéré voir la rencontre revêtir une dimension internationale afin de mieux valoriser les potentialités touristiques et historiques de la wilaya.

Initiée par la Direction de la jeunesse et des sports, l'Odej et la ligue des initiatives de jeunes, ce meeting qui se poursuit le 5 juillet regroupe 51 jeunes de la wilaya de Khenchela et 22 autres des wilayas d'El Oued, Batna, Bordj Bou Arreridj, Biskra, Tizi Ouzou, Sétif et Boumerdès.

Selon Nasreddine Keziz, commissaire du meeting et président de la ligue des activités de plein air, cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 57ème anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse promeut auprès des jeunes le tourisme domestique et leur fait découvrir les sites

historiques et naturels de la wilaya.

La première étape de cette rencontre a été les cascades d'Igli, dans la commune de Khirène, puis le centre de repos des moudjahidine à Hammam Essalihine, dans la commune d'El Hamma, où les jeunes ont rencontré et écouté des témoignages sur la Révolution de la bouche de moudjahidine et veuves de chouhada. La journée de jeudi sera consacrée à la visite du quartier de commandement de la Wilaya I historique, puis le musée du moudjahid de la commune de Lemsara, avant de rendre sur le site d'Oued Tigdar, dans la commune de Bouhmama, pour y camper puis escalader vers le pic Ras Keltoum sur les monts Chélia. Les participants passeront la nuit du 5 juillet sur les hauteurs de Bouhmama.

T. F.

## 160 enfants au camp d'été de mémorisation du saint Coran

La 4ème édition du camp d'été de mémorisation du saint Coran a été ouverte samedi au siège de la section de Khenchela de l'association des oulémas algériens au profit de 160 enfants, selon les organisateurs. Cette session de 10 jours a regroupé à ce jour 160 garçons et filles âgés entre 7 et 15 et divisés en groupes selon

leurs âges, a indiqué Yacine Hemam, coordinateur de cette initiative.

Aussi, 15 bénévoles encadrent ce camp dont l'activité débute chaque jour à 8h30 et se termine à 15h30, a précisé la même source qui a assuré que le déjeuner est assuré aux jeunes participants. Les apprenants qui auront mémorisé le plus grand

nombre de sourates seront récompensés au terme de ce camp dont l'objectif est d'offrir aux écoliers une occupation saine durant leurs vacances annuelles et leur offrir une occasion d'apprendre d'une manière intensive une bonne partie du saint Coran, a ajouté cheikh Hemam.

R. K.

M'sila

## Renforcement du parc logements avec plus de 1800 unités

Le parc du logement dans la wilaya de M'sila sera renforcé à la faveur d'un nouveau programme estimé à 1838 unités de différentes formules on révélé, samedi les services de la wilaya.

Ce programme inscrit au titre de l'année en cours comprend 738 logement de formule location vente, 850 aides financières à l'habitat rural et 250 logements publics aidés

(LPA), a-t-on précisé.

«Un total de 500 logements faisant partie de ce programme, totalisant 250 aides financières à l'habitat rural et 250 LPA sera réservé aux éléments de la garde communale», a-t-on expliqué de même source, rappelant que cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de cette catégorie de la population.

La même source a indiqué que la wilaya de M'sila projette l'entame des travaux de réalisation d'un programme de 3614 logements dont 1312 habitations rurales rappelant que plus de 4500 logements publics locatifs (LPL) sont actuellement «en étude» aux niveaux des commissions de daïras afin d'arrêter prochainement les listes des bénéficiaires.

Aïn Defla

## Attribution de 400 aides à l'habitat rural

Au total, 400 aides à l'habitat rural ont été attribuées vendredi à Aïn Defla à des citoyens de nombre de communes de la wilaya à l'occasion de la commémoration du 57ème anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse.

A cette occasion, une cérémonie a été organisée dans une ambiance empreinte de joie et de convivialité à la maison de la Culture Emir Abdelkader de la ville en présence des heureux bénéficiaires et des autorités locales à leur tête le wali, Azziz Benyoucef. Après avoir félicité les bénéficiaires

de cette opération, le responsable de l'antenne locale de l'Organisation Nationale des Moudjahidines (ONM), Madjen Benmira, a mis l'accent sur la nécessité pour la jeunesse à s'inspirer des idéaux de ses glorieux prédécesseurs, l'exhortant à prendre part de manière «active» au combat visant l'édification du pays et son développement.

Faisant remarquer que la révolution a permis aux citoyens de prendre conscience de la justesse de la cause pour laquelle se battent les moudjahidines, il a soutenu qu'en «ces temps d'incertitudes», l'unité nationale

doit, incontestablement, constituer la préoccupation première de tout un chacun car constituant «un rempart inexpugnable contre toute velléité visant à nuire au pays.»

A cette occasion, la famille révolutionnaire locale a été honoré sous le regard admiratif des jeunes présents en grand nombre dans la salle.

Les élèves s'étant distingués lors de l'examen de fin du cycle primaire, les stagiaires du secteur de la formation professionnelle ayant obtenu de bons résultats ainsi que les athlètes qui se sont le plus illustrés de par leurs

## Tébessa Attribution de 1000 logements publics locatifs

Les clés de 1000 logements publics locatifs (LPL), réalisés au nouveau pôle urbain Doukane dans la wilaya de Tébessa ont été remises samedi à leurs bénéficiaires, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la 57ème fête de l'indépendance et de la jeunesse, a-t-on constaté.

La cérémonie d'attribution de ces habitations, tenue sur le site de Doukane été présidée par des autorités locales dans une atmosphère de joie créée par les bénéficiaires dont la plupart attendait les clés de leurs logements depuis des années. Certains bénéficiaires approchés par l'APS, ont exprimé leur satisfaction de voir se voir livrer «enfin» leurs maisons.

De son côté, le wali Moulati Attalah a appelé les responsables concernés à intensifier les efforts pour le parachèvement des travaux des habitations à travers l'ensemble des chantiers ouverts dans la wilaya qui comptent environ 11.000 unités, tous segments confondus.

Il a dans ce contexte mis l'accent sur l'importance de réceptionner l'ensemble des chantiers de logements «dans les délais impartis», ajoutant que l'affichage d'une seconde liste de bénéficiaires de logements LPL totalisant 1.400 noms se fera, «au deuxième semestre de l'année en cours».

Il a détaillé que ce programme de logements est phase de finalisation des dossiers des futurs bénéficiaires sur le plan administratif et à l'étape des travaux d'aménagement extérieur qui avancent avec un rythme jugé «appréciable», sur chantier.

N. H.

## Annaba Affectations de 812 logements

Des affectations faisant partie d'un quota de 812 unités ont été octroyées samedi dans la wilaya d'Annaba aux bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) et promotionnels aidés (LPA) à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la 57ème fête de l'indépendance et de la jeunesse.

Les affectations des habitations réparties sur les communes d'El Bouni, Ain Berda, Berrahal et El Eulma ont été attribuées lors d'une cérémonie tenue à la salle des conférences du siège de la wilaya, en présence des autorités locales et nombre de bénéficiaires.

L'opération d'attribution a concerné pas moins de 436 unités de logements publics locatifs (LPL), réalisés dans les zones de Medjaz El Ghessoul, El Herouchi, Ain Sayd et Besbasa relevant de la commune d'Ain Berda.

Les affectations distribuées ont touché également des quotas de 300 et 76 logements promotionnels aidés (LPA) construits respectivement dans les localités de Berrahal et El Bouni.

Y. B.

résultats lors de la saison sportive 2018-2019 ont également été honorés par la même occasion.

Il est à rappeler qu'à la veille de commémoration du 57ème anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, le wali de Aïn Defla avait lancé une opération de raccordement au réseau de gaz naturel de 778 foyers des communes de Aïn Defla et Zeddine, de même qu'il a inauguré un certain nombre de structures relevant du secteur de la jeunesse et des sports.

R. R.



Syrie

# Lavrov et Pedersen insistent sur une solution politique à la crise

**Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a réaffirmé à Moscou la nécessité d'éliminer le terrorisme en Syrie et de rechercher une solution politique à la crise conformément aux dispositions de la résolution n° 2254 de l'ONU.**



**S'**exprimant lors au terme d'une réunion tenue vendredi avec l'envoyé spécial des Nations unies en Syrie, Geir Pedersen, le chef de la diplomatie russe a réaffirmé la nécessité d'éliminer le terrorisme en Syrie et de rechercher une solution politique à la crise conformément aux dispositions de la résolution n° 2254 de l'ONU, a indiqué l'agence Tass.

M. Lavrov a salué, à l'occasion, le dialogue avec les Nations unies qui s'est instauré sur la base de la confiance et de la coopération efficace dans le cadre du processus d'Astana, ainsi que des efforts qui se développent dans le cadre du dialogue national intra-syrien, a ajouté la même source.

Evoquant la volonté d'atteindre les résultats souhaités pour éliminer le terrorisme en

Syrie et trouver une solution politique à la crise, le ministre russe a insisté sur le respect de la résolution n° 2254 des Nations unies. Adoptée en décembre 2015, à l'unanimité, la résolution prévoyait «le fondement d'une transition politique conduite et prise en main par les Syriens et visant à mettre fin au conflit».

«C'est au peuple syrien qu'il appartient de décider de l'avenir de la Syrie», avait souligné le

texte entériné par le Conseil de sécurité. Dans ce contexte, M. Pedersen s'est félicité du travail conjoint entre la Russie et l'ONU pour trouver une solution politique à la crise en Syrie sur la base de la résolution n° 2254, indiquant qu'il se rendra en Syrie la semaine prochaine pour relancer les discussions avec le gouvernement et l'opposition.

Selon le ministère russe des Affaires étrangères, MM. Lavrov et Pedersen ont également discuté de l'évolution du processus politique, en particulier de la création et du lancement du Comité constitutionnel syrien.

Ainsi, les deux parties ont estimé que le lancement du comité permettra d'engager un dialogue direct intra-syrien afin que les Syriens puissent eux-mêmes décider des paramètres du règlement final de la crise et de l'avenir de leur pays.

La situation à Idlib et dans le nord-est de la Syrie était, en outre, au centre des discussions entre M. Lavrov et l'envoyé spécial de l'ONU.

Les deux responsables ont évoqué l'évolution de la situation dans cette province, appelant à l'intensification des efforts pour fournir une aide humanitaire aux populations vivant dans cette zone, encore sous l'emprise de groupes armés.

Bilal L.

Banlieue de Damas

## Des militaires russes acheminent de l'aide pour 500 familles

**U**ne aide humanitaire de la Russie a été acheminée dimanche vers les habitants du quartier de Hamouria à Ghouta Est, une banlieue de la capitale syrienne Damas, une zone qui a été libérée du terrorisme par les forces gouvernementales pendant le conflit syrien.

Le porte-parole du Centre russe pour la réconciliation en Syrie, Sergueï Maloletko, a déclaré que les militaires russes ont distribué plus de 2 000 colis d'aliments contenant des denrées de base telles que viande en conserve, riz, farine, sucre, thé pour au moins 500 familles vivant dans cette localité, a indiqué l'agence Tass.

La zone Hamouria a été sérieusement endommagée lors du conflit syrien et nécessite une prise en charge afin de permettre à ses occupants de reprendre vie.

La majorité de ceux qui venaient de recevoir de l'aide russe étaient des femmes, a précisé la même source.

«Mon mari et l'un de mes fils sont morts en combattant contre les terroristes. Heureusement, Hamouria revient maintenant à une vie paisible. Je suis professeure d'école et nous allons reprendre l'enseignement aux enfants en septembre prochain. Nous sommes très reconnaissants à la Russie pour l'aide fournie aux nécessiteux syriens», a

déclaré une femme résidente, citée par l'agence.

Les habitants de cette localité ont qualifié de critique la situation dans la région. «Nous n'avons pas de nourriture, nous ne survivons que grâce aux aides humanitaires livrés par la Russie ou à celle du gouvernement syrien. La majorité des résidents de Hamouria sont des femmes et des enfants qui ont besoin d'un soutien continu», a-t-on ajouté.

Une équipe de médecins militaires russes s'est, également, déplacée dans cette zone pour fournir une assistance médicale aux résidents.

R. L.

Irak

## Opération pour sécuriser le désert à la frontière avec la Syrie

**L'**armée irakienne a annoncé hier, le lancement d'une nouvelle opération pour sécuriser le vaste désert de l'ouest du pays, frontalier avec la Syrie, par crainte du réveil de cellules terroristes qui utilisent la zone pour se regrouper.

L'opération nommée «Volonté de vaincre» a débuté tôt dans la matinée hier, et doit permettre de «nettoyer» ce territoire reculé, à cheval sur les provinces de Salaheddine, Ninive et Al-Anbar, est-il indi-

qué dans un communiqué de l'armée.

Les forces armées irakiennes, des forces paramilitaires du Hachd al-Chaab, des groupes tribaux et des avions militaires de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis participent à l'opération, selon le communiqué.

L'Irak s'est déclaré vainqueur du groupe terroriste auto-proclamé Etat islamique (Daech/EI) fin 2017, quelques mois après avoir chassé les terroristes de son siège installé à

Mossoul, capitale de la province de Ninive.

L'organisation terroriste a été défaite en Syrie en mars dernier, après qu'une alliance de combattants kurdes et arabes, aidée par la coalition internationale, les a chassés de leur dernier bastion à Baghouz, près de la frontière irakienne.

Mais des cellules dormantes survivent et continuent de mener des attaques meurtrières dans des régions reculées d'Irak, ciblant des checkpoints gouvernementaux, des

infrastructures publiques et des responsables locaux.

Les forces de sécurité irakiennes ont ciblé des positions de l'EI au cours de plusieurs opérations, soutenues par la coalition, ces derniers mois, notamment dans les montagnes d'Hamrin, au nord de Bagdad.

En mai, plusieurs groupes tribaux ont été armés dans des dizaines de villages de la province de Ninive afin de pouvoir se défendre face aux attaques.

R. K.

Turquie

## Trois éléments du PKK neutralisés

Trois éléments armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) ont été neutralisés lors d'un raid aérien des forces turques dans les monts Amanos à Hatay (Sud-est), a rapporté samedi l'agence de presse Anadolu, citant le ministère turc de l'Intérieur.

Des opérations militaires anti-terroristes avec appui aérien, sont menées dans les monts Amanos à Hatay, province du Sud-est de la Turquie.

Au cours de cette opération, trois éléments du PKK ont été neutralisés, a ajouté Anadolu, soulignant que les opérations se poursuivent dans la région.

Mi-juin, neuf autres éléments du PKK ont été «neutralisés» depuis le lancement par l'armée turque, d'une opération dans le nord de l'Irak en mai dernier, avait déclaré le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

Inscrit sur la liste des organisations terroristes par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, le PKK a repris sa lutte armée de 30 ans contre l'Etat turc en juillet 2015 après une brève période de réconciliation. Mi-février, environ 500 personnes étaient détenues en Turquie après une vague d'arrestations menées lors du 29<sup>ème</sup> anniversaire de la capture du chef du PKK, selon des médias turcs.

H. Y.

## Afghanistan Au moins 12 morts dans un attentat-suicide

Au moins douze personnes ont été tuées dimanche et 179 autres blessées dans un attentat-suicide revendiqué par les talibans dans l'est de l'Afghanistan, a indiqué, dans un nouveau bilan, un porte-parole du ministère de la Santé, Wahidullah Mayar. Selon un porte-parole du gouvernement provincial, Aref Nuri, l'attentat s'est produit vers 8h30, heure locale, frappant en majorité des civils, dont certains «se trouvent dans un état critique». Un précédent bilan, des responsables locaux, faisait état d'au moins cinq morts, deux militaires et quatre civils, ainsi que des dizaines de blessés, tandis que le directeur d'un hôpital privé de Ghazni, Baz Mohammad Hemmat, avait annoncé «cinq morts et 70 blessés». Un kamikaze s'est fait exploser à bord d'une voiture piégée dans la ville de Ghazni (Est), prenant pour cible les services de renseignement, a déclaré le porte-parole du gouverneur de la province éponyme de Ghazni, Aref Noori. L'attentat survient alors que taliban et représentants américains sont réunis au Qatar, où les Etats-Unis tentent de «mettre fin» à près de 18 ans d'engagement militaire en Afghanistan, la plus longue guerre de leur histoire. Samedi, le négociateur américain Zalmay Khalilzad, a qualifié cette dernière série de pourparlers de paix comme «la plus productive» à ce jour sur l'Afghanistan. Les négociations portent sur quatre points: le retrait des troupes américaines, l'assurance que l'Afghanistan ne servira pas de sanctuaire à des groupes insurgés pour attaquer d'autres pays, un dialogue inter-afghan et un cessez-le-feu permanent.

Y. H.



Soudan

## Le Conseil militaire de transition s'engage à appliquer l'accord de transition

Le Conseil militaire de transition au Soudan, Abdel Fattah al-Burhane, s'est engagé samedi à veiller sur l'application de l'accord conclu avec les représentants de la contestation devant permettre la mise en place des institutions chargées de gérer la période de transition, ont rapporté des médias locaux.



"Le Conseil militaire s'engage et promet de protéger ce sur quoi nous sommes mis d'accord, et veiller à son application", a indiqué lors d'une allocution télévisée le chef du Conseil militaire de transition, Abdel Fattah al-Burhane, ont ajouté les mêmes sources.

"Nous allons travailler en étroite coopération avec nos partenaires de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC) et les autres forces vives du pays dans l'objectif de réaliser (...) les aspirations du peuple", a souligné, en outre, le président d CMT.

Le Conseil militaire de transition au Soudan et les représentants de l'oppo-

sition se sont mis d'accord vendredi sur la mise en place d'une présidence alternée à la tête de la future instance qui va diriger une période de transition de trois ans. L'accord, parrainé par les médiateurs de l'Éthiopie et de l'Union africaine, a été dévoilé après plusieurs cycles de pourparlers, entamés depuis l'éviction du président Omar el-Béchir en avril dernier.

Il a été convenu que les membres du CMT vont d'abord présider la transition pendant 21 mois et les délégués de l'ALC prendront la relève durant 18 mois, pour une période totale de trois ans et trois mois.

L'instance de transition, dit le Conseil souverain, sera composée de cinq militaires et six civils, dont cinq issus de l'ALC.

Cet accord a été unanimement salué par la communauté internationale, notamment par l'Union africaine, la Ligue arabe, l'Union européenne et les États-Unis, évoquant un "pas décisif" pour la résolution de la crise politique soudanaise et une "étape importante" pour la relance de l'économie et la stabilité du pays.

K. M.

H. B.

## Selon un communiqué de présidence Le Kenya va acheter du gaz naturel à la Tanzanie

Le Kenya va prochainement commencer à acheter du gaz naturel à la Tanzanie au lieu de se procurer l'énergie à l'extérieur de l'Afrique, a indiqué un communiqué de présidence kenyane. La décision du Kenya d'acheter du gaz naturel à la Tanzanie a été prise lors de pourparlers entre le président tanzanien, John Magufuli, et son homologue kenyan, Uhuru Kenyatta, à Chato, la ville natale de M. Magufuli, rappelle le communiqué.

M. Kenyatta, qui faisait une visite privée de deux jours en Tanzanie, et son hôte, M. Magufuli, ont demandé aux ministres responsables de l'énergie dans les deux pays de conclure l'accord dans les meilleurs délais, poursuit le communiqué.

Avec des réserves de gaz naturel avérées atteignant 1.614 milliards de mètres cubes, la Tanzanie est en première position devant ses États partenaires au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est.

D. L.

Mali

## Un "réseau terroriste" démantelé à Bamako

Un "réseau terroriste" a été démantelé et ses "deux cerveaux" interpellés dans la nuit de jeudi à vendredi par les forces de sécurité en collaboration avec les services des renseignements, a annoncé samedi soir le ministère malien de la Sécurité dans un communiqué.

L'un des "cerveaux" a été interpellé à l'aéroport international de Bamako et le second près du Camp Soundiata de Kati (une ville garnison sur les hauteurs de Bamako), a précisé le communiqué sans donner davantage de détail sur le réseau. "Les deux hommes étaient en possession de deux valises contenant des documents divers, des stupéfiants et une quantité importante de devises étrangères", souligne le texte. "Le ministre de la Sécurité a d'ores et déjà instruit aux différentes unités de renforcer le dispositif sécuritaire, d'intensifier les patrouilles et de redoubler la vigilance, notamment au niveau des points stratégiques et des lieux de rassemblement", a indiqué le communiqué.

Le ministre de la Sécurité a appelé les populations à "garder le calme et à coopérer avec les forces de sécurité".

G. F.

Égypte

## Les exportations en Afrique en hausse

Le volume des exportations égyptiennes vers d'autres pays africains s'est établi à 4,7 milliards de dollars en 2018, en hausse de 26,9% sur un an, a annoncé l'Agence officielle des statistiques dans un communiqué.

Le volume des échanges commerciaux entre l'Égypte et les pays africains a été de 6,9 milliards de dollars en 2018, soit une croissance de 23% par rapport aux 5,6 milliards de dollars en 2017, relève, par ailleurs, le communiqué.

Concernant les importations égyptiennes en provenance des pays d'Afrique en 2018, l'agence égyptienne des statistiques souligne une hausse de +15,2% avec un total de 2,1 milliards de dollars, par rapport à 1,9 milliard de dollars en 2017.

T. R.

## Le nouveau chef de la Cour de cassation prête serment

Le juge Abdallah Amin Mahmoud Asr, nouveau président de la Cour de cassation égyptienne, a prêté serment samedi en présence du président Abdel Fattah al-Sissi, qui l'a nommé à ce poste, a annoncé la présidence dans un communiqué. Il remplace Magdi Abou El Ela, à qui M. Sissi a rendu hommage, a-t-on précisé de même source.

Le chef de l'État a également nommé Essam Eddin Fahim El Menchaoui à la tête de l'Autorité de poursuite administrative, a indiqué la presse locale. Ces nominations interviennent à la suite des amendements à plusieurs articles de la loi sur les autorités judiciaires votés par le Parlement en mai 2017. Celles-ci permettent à M. Sissi de nommer les chefs de certaines autorités judiciaires à partir d'une liste de candidats fournie par chacun des conseils de ces organes.

R. N.

## Washington salue l'accord entre le CMT et l'opposition

Les États-Unis ont salué samedi l'accord sur la mise en place d'une instance de transition conclu entre le Conseil militaire de transition et les représentants de l'opposition au Soudan,

évoquant "une étape importante", ont rapporté samedi les médias locaux.

"Le gouvernement américain salue le progrès dans les négociations qui, nous l'espérons, conduiront à la création d'un gouvernement de transition civil largement accepté par le peuple soudanais", a écrit la porte-parole de la diplomatie américaine, Morgan Ortagus, dans un communiqué.

Mme Ortagus a affirmé, également, que cet accord conclu vendredi par les deux parties soudanaises constitue "une étape importante", a précisé le même texte.

La Ligue arabe, l'Union africaine et l'Union européenne ont salué, aussi, cet accord, le qualifiant d'une "percée" pouvant contribuer à assurer la stabilité politique et le

Côte d'Ivoire

## Manifestation de l'opposition pour la "gratuité" de la nouvelle carte d'identité

L'opposition ivoirienne a manifesté samedi à Abidjan en faveur de "la gratuité" de la nouvelle carte d'identité biométrique, estimant que son coût - 5.000 francs CFA (7,50 euros) - pourrait réduire le nombre des électeurs ivoiriens, à moins d'un an et demi de la présidentielle.

A l'appel d'une vingtaine de partis de l'opposition et du groupe parlementaire Vox populi, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées au stade d'Anono pour dire : "Oui à la gratuité de ma CNI (Carte nationale d'identité)" ou "Mon identité n'est pas à acheter".

"A travers la décision d'instaurer

une carte nationale d'identité payante, il y a (...) la réelle possibilité d'empêcher une partie substantielle de l'électorat ivoirien de participer aux différents scrutins à venir" a déclaré Yasmina Ouégnin, présidente de Vox populi et députée de Cocody, le quartier d'Abidjan choisi pour la manifestation.

Début juin, le ministre ivoirien de l'Intérieur, Sidiki Diakit, avait présenté à l'Assemblée un projet de loi pour cette nouvelle carte, les précédentes cartes biométriques établies en 2009 étant arrivées à expiration fin juin.

Mercredi, le gouvernement a fixé une période transitoire de validité de l'actuelle CNI jusqu'au 30 juin 2020.

Cette décision intervient après une promulgation le 26 juin de la loi instituant la nouvelle CNI par le président Alassane Ouattara.

Des députés se sont inquiétés du coût de cette nouvelle carte pour les Ivoiriens, à quoi s'ajoutent les frais des documents nécessaires à leur établissement et les frais de transport. 40 à 45% de la population vit sous le seuil de pauvreté et le salaire minimum, pas toujours respecté, est de 60.000 francs CFA (91,5 euros).

Des députés se sont aussi inquiétés du choix de la société belge Semlex pour fabriquer les nouvelles cartes.

K. R.

# Babylone inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco

**L'Unesco a inscrit vendredi au patrimoine mondial le site mésopotamien de Babylone en Irak, pays déchiré depuis 40 ans par la guerre et où des jihadistes ont ravagé nombre de ses joyaux antiques.**

Les autorités archéologiques irakiennes misaient beaucoup sur ce dossier, retoqué à cinq reprises depuis 1983 pour faire inscrire ce site de 10 km<sup>2</sup>, dont seuls 18% ont fait l'objet de fouilles.

Située à 100 km au sud de Bagdad et vieille de plus de 4.000 ans, Babylone «était la plus grande ville peuplée de l'histoire antique», explique à l'AFP Qahtan al-Abeed, directeur des Antiquités de Bassora qui a porté le dossier de Babylone auprès de l'Unesco.

Alors que l'Irak se targue d'être le berceau de l'écriture - les premières tablettes cunéiformes y ont été gravées il y a près de 5 500 ans -, «les Babyloniens sont la civilisation de l'écriture, de l'administration et de la science», poursuit-il.

L'inscription de Babylone au patrimoine mondial de l'Unesco, approuvée vendredi



lors d'un vote à Bakou, «va encourager les recherches et les aménagements sur le site» et «faire de la publicité gratuite pour le tourisme», s'enthousiasme M. Abeed.

Babylone occupe une place particulière dans l'Histoire et la mythologie mondiale, avec sa fameuse Porte d'Ishtar, ses jardins suspendus et la tour de Babel, deux monuments emblématiques même si leur localisation fait toujours débat.

«Comment raconter l'Histoire de l'humanité sans raconter les plus anciens des chapitres : Babylone», a déclaré le représentant irakien devant le comité de l'Unesco qui se réunissait en Azerbaïdjan pour étudier le dossier de 34 autres sites, notamment au Brésil et au Burkina Faso.

«Ce vote remplit un vide évident», a déclaré un délégué tunisien de l'organisation onusienne, affirmant que la convention de l'Unesco a été conçue pour protéger ce genre de sites en particulier.

A la suite du vote, l'Irak a invité les délé-

gués à visiter Babylone, «berceau de la civilisation».

## Patrimoine en péril

Vendredi, l'Unesco a toutefois déclaré que les «conditions extrêmement vulnérables» du site soulevaient de «sérieuses inquiétudes» car de nombreuses structures nécessitent un travail de conservation immédiat et plusieurs sont «sur le point de s'effondrer».

Le site n'a toutefois pas été classé sur la liste du patrimoine en péril, classement auquel l'Irak était opposé. L'Unesco travaillera conjointement avec les autorités locales pour mettre en place un plan d'action pour la conservation, a déclaré l'organisation.

L'Irak - qui recense au moins 7 000 sites archéologiques sur son sol - en compte déjà cinq inscrits à l'Unesco.

La citadelle d'Erbil, inscrite en 2014, et les marais de Mésopotamie, en 2016, sont tous deux sur la liste du patrimoine mondial.

Les trois autres sites apparaissent sur la liste du patrimoine en péril.

Hatra, ajouté en 1985, y est passé en 2014 quand le groupe Etat islamique (EI) s'y est livré à un «nettoyage culturel». Le site archéologique de Samarra y a directement été inscrit en 2007 du fait des violences confessionnelles. Celui d'Assour a aussi été directement ajouté en 2003 à cause d'un projet de barrage menaçant le site.

L'Irak, qui s'est déclaré à la fin 2017 vainqueur de l'EI, tente à tout prix de rassurer investisseurs et touristes, et met notamment en avant le fait que les violences ont baissé dans tout le pays: ainsi, la mission de l'ONU qui publiait depuis 15 ans un décompte mensuel des victimes a cessé de le faire à la fin 2018.

Alors que l'effort de guerre a été largement réduit, les acteurs du secteur espèrent que l'inscription au patrimoine mondial renforcera les fonds alloués aux projets culturels, parents pauvres du budget de l'Etat irakien.

AFP

## Venezuela

### Le président Maduro réitère son appel au dialogue avec l'opposition

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a, une nouvelle fois, exhorté l'opposition de son pays à engager un dialogue national au service de la paix et de l'unité nationale, promettant de «bonnes nouvelles» sur les résultats des pourparlers abrités par la Norvège. «Je réitère mon appel pour un dialogue national au service de la paix. La semaine prochaine, nous aurons de bonnes nouvelles sur les résultats de nos pourparlers. Je continue d'insister pour la mise en place d'un organe permanent pour engager le dialogue pour la paix», a déclaré vendredi le dirigeant vénézuélien lors d'un discours prononcé à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance. «J'appelle à la paix et à l'unité nationale. Plus de complots et de colère, plus d'appels à une intervention militaire, à des sanctions et à des embargos», a-t-il ajouté, ont poursuivi les mêmes sources. Le Venezuela traverse une crise socio-économique aiguë ces dernières années, marquée par une hyperinflation et une dévaluation de la monnaie nationale.

La situation politique s'est également détériorée après que le chef de l'opposition et président du parlement vénézuélien, Juan Guaido, dont la nomination à ce poste avait été annulée par la Cour suprême du pays, s'est autoproclamé président par intérim lors d'une manifestation à Caracas, la capitale, le 23 janvier dernier. Les Etats-Unis, les membres du groupe de Lima (à l'exclusion du Mexique), l'Organisation des Etats américains et certains pays européens l'ont reconnu comme président par intérim. Le président légitime du Venezuela, Nicolas Maduro, a qualifié ces tentatives de coup d'Etat et a décidé de rompre les relations diplomatiques avec les Etats-Unis. La Russie, la Biélorussie, la Bolivie, l'Iran, la Chine, Cuba, le Nicaragua, El Salvador, la Syrie et la Turquie ont exprimé leur soutien au président Maduro. En mai dernier, la capitale de la Norvège, Oslo, avait accueilli au moins deux rounds de pourparlers indirects entre le gouvernement et l'opposition, sous la médiation du gouvernement norvégien. Le chef de l'opposition Juan Guaido avait souligné le rôle positif de ces discussions, mais avait déclaré qu'elles avaient fini par aboutir dans une impasse. Dans une récente intervention médiatique, Juan Guaido s'est déclaré prêt à poursuivre le dialogue avec le gouvernement Maduro afin de trouver une solution politique à la crise.

H. L.

## Education des filles

### La sécurité d'abord, plaide l'Unicef

Pour encourager l'éducation des filles, il faut surtout assurer «leur sécurité à l'école et en chemin», a souligné vendredi à Paris la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore, en marge d'une réunion du G7 avec les pays du Sahel. «Nous espérons que tous les pays apporteront leur soutien à l'éducation des filles et s'engageront avec force, en particulier dans ces régions aussi difficiles que le Sahel : si les filles peuvent y arriver au Sahel, elles y arriveront partout dans le monde», affirme à l'AFP, Mme Fore, ancienne diplomate américaine. La patronne de l'Unicef - le fonds des Nations unies pour l'enfance - a été invitée à participer à ce nouveau format qui réunit pour la première fois les sept pays les plus riches de la planète et ceux de la zone sahélienne, confrontée à l'instabilité et à la menace jihadiste.

«Dans certains pays d'Afrique, les filles n'ont même pas la possibilité de se rendre en sécurité à l'école», insiste-t-elle, citant l'Afrique du Sud, où elle se trouvait récemment : «Des filles expliquent qu'il est rare qu'elles ne se fassent pas aborder ou même

sexuellement abuser sur le chemin de l'école. C'est la priorité, protéger les filles quand elles vont en classe».

«Mais nous avons aussi une responsabilité plus générale qui est de protéger les filles de toutes formes de violence, y compris dans la cour de récréation, les protéger de la violence de leurs camarades et parfois aussi de leurs professeurs. Que toutes les filles soient traitées avec respect». Selon un rapport de l'Unicef publié en septembre 2018, à l'échelle mondiale, la moitié des élèves âgés de 13 à 15 ans, soit environ 150 millions d'enfants, rapportent qu'ils ont été victimes de violence entre pairs à l'école ou à ses abords et un écolier sur trois dit qu'il a été la cible d'intimidation ou même à des bagarres.

Ces données ne comprennent pas les attaques délibérées de belligérants contre des établissements scolaires: le rapport cite ainsi 396 attaques recensées en 2017 contre des écoles en République démocratique du Congo, 67 en Syrie et 20 au Yémen. En Afghanistan, le nombre d'attaques contre des écoles a presque triplé entre 2017 et 2018,

passant de 68 à 192, a révélé l'Unicef en mai.

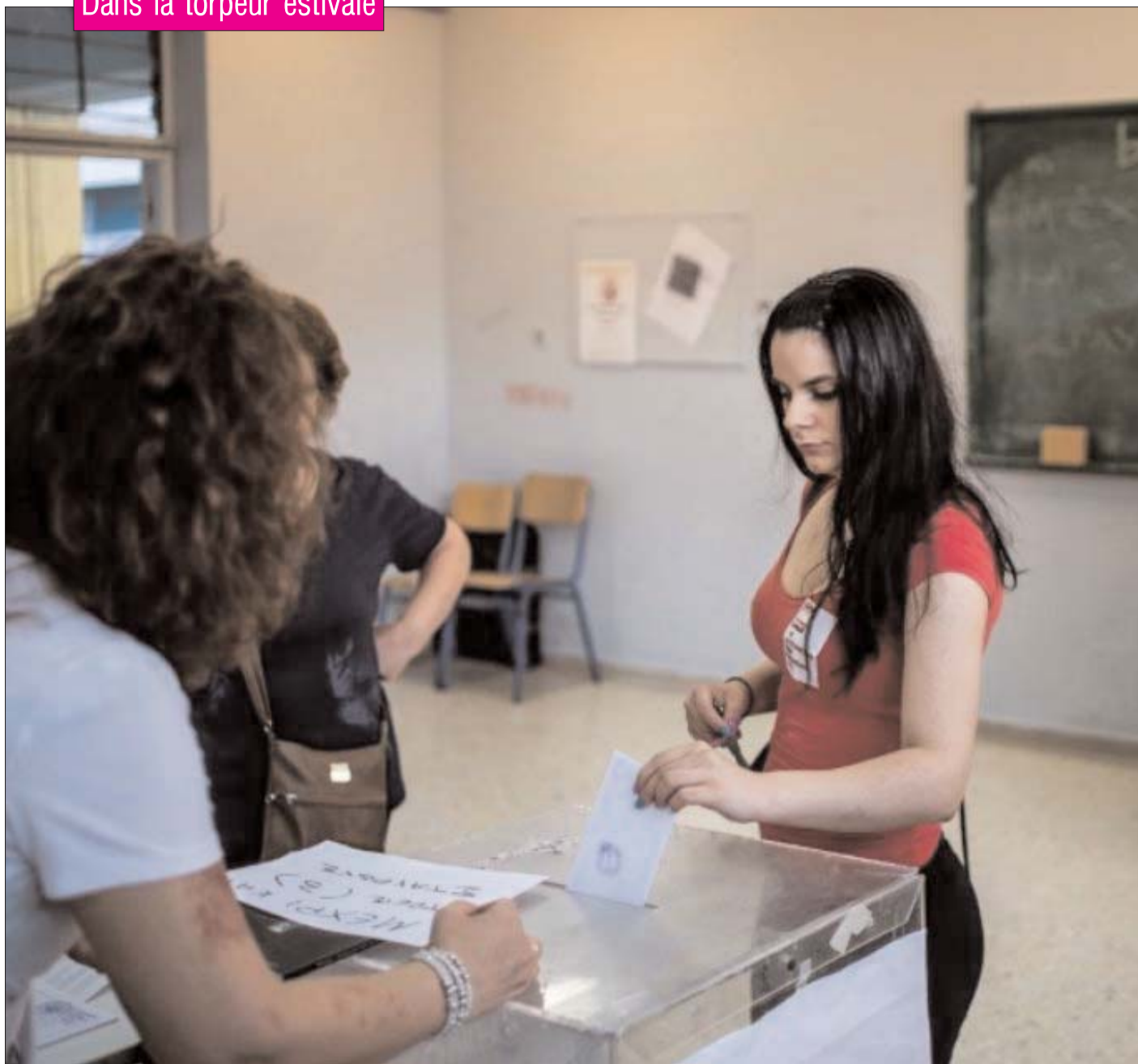
Henrietta Fore déplore, par ailleurs, le manque d'intérêt de nombreux pays pour l'éducation des filles: «Souvent ils sont réticents parce qu'ils ne voient pas leur intérêt. Mais on sait que quand les jeunes femmes investissent un champ professionnel, elles sont très bonnes dans ce qu'elles font».

«Si les gouvernements voient que les femmes peuvent devenir de brillants moteurs d'innovations, ils leur donneront davantage leur chance. C'est là que tout commence : outre la sécurité des filles, il faut leur offrir des programmes d'excellence».

Les ministres de l'Education du G7 - France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Canada, Etats-Unis, Japon - élargi à l'Argentine, à l'Estonie et à Singapour se sont engagés vendredi sur l'éducation des filles avec les ministres du G5-Sahel - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad - plus le Sénégal où sécurité et l'instabilité sont une préoccupation majeure.

AFP

Dans la torpeur estivale



# Les Grecs se choisissent un nouveau Premier ministre

**Par des températures étouffantes, les Grecs votent dimanche pour des élections législatives anticipées à risque pour le Premier ministre, Alexis Tsipras, qui selon toutes les prévisions devrait trébucher après un record de longévité par temps de crise.**

**S**urgissant dans une Grèce en plein chaos, terrassée par la crise de la dette et la cure d'austérité imposée par ses créanciers, le jeune leader de gauche radicale avait créé l'espoir, en janvier 2015, chez un peuple abasourdi par les faillites et les plans sociaux en série.

Mais après quatre années de gouvernance du plus jeune Premier ministre grec en 150 ans, les électeurs ne lui pardonnent, selon les analystes, ni ses promesses non tenues ni ses ponctions fiscales draconiennes dictées par l'UE pour écarter le «Grexite».

Après l'avoir réélu en septembre 2015, les Grecs feront cette fois le choix de l'alternance, prédisent unanimement les sondages qui donnent une victoire sans appel au parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND) dirigé par Kyriakos Mitsotakis.

Les bureaux de vote ont ouvert à 07h locale (04h GMT) et le seront jusqu'à 19h (16h GMT) pour les 10 millions d'électeurs.

Selon les dernières enquêtes d'opinion, la formation de droite devrait obtenir 151 à 165 sièges sur les 300 que compte la Vouli, le Parlement grec. Syriza serait alors renvoyé dans les rangs de l'opposition, avec 70 à 82 sièges.

Sonné par un échec cinglant aux élections européennes et locales, fin mai et début juin, Alexis Tsipras, dont le mandat s'achevait théoriquement en octobre, a tenté un coup de poker risqué en convoquant lui-même ces élections anticipées au début de l'été, espérant inverser la vague de mécontentement.

## Le pari perdu ?

Mais si les sondages disent vrai, M. Tsipras, habitué à remettre en jeu sa majorité, pourrait bien perdre cette fois son pari. Sur ses affiches électorales, le Premier ministre, le bras levé, en manches de chemise, semble d'ailleurs dire un dernier au revoir, en proclamant: «Maintenant, décidons de nos vies».

Dans une opération séduction de la dernière chance, vendredi soir, M. Tsipras a agité le risque de retour «aux heures sombres de l'austérité». Et dimanche matin, il tweetait: «Les urnes sont encore vides, tout est possible». Trois ans après avoir pris les rênes du parti conservateur, Kyriakos Mitsotakis, perçu comme un réformateur, proche des milieux d'affaires, a promis de «relancer l'économie» et de «laisser la crise derrière nous».

L'élection de ce fils d'ancien Premier ministre, descendant d'une grande dynastie politique, signerait le retour de la «familiocratie» au gouvernement grec, une tradition qu'Alexis Tsipras avait interrompue en accédant au pouvoir à l'âge de 40 ans.

Mais pour Christos Maravlis, encore indélicat, «le vote pour la Nouvelle Démocratie est plus un vote pour punir Syriza d'avoir trahi le peuple grec».

«Tsipras a promis trop de choses et a échoué à accomplir ses promesses», a renchéri Ifigenia Dimitriadou, qui votera ND.

Mais beaucoup étaient désabusés. «Je n'attend aucune amélioration. Au contraire, si ND gagne, je pense que les lois sur le travail

empireront», a déclaré à l'AFP, Alkimi, une employée du secteur privé.

## «Tout le temps d'aller à la plage»

Reste à savoir avec quel entrain les Grecs vont voter sous la torpeur estivale, et quelle majorité ils décideront d'attribuer à la droite. «Demain, il y aura probablement du soleil. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il y aura des élections: viens voter», tweete Nouvelle Démocratie, dans une tentative de creuser l'écart.

«Vous aurez tout le temps d'aller à la plage, et ensuite d'aller voter», a également lancé le chef de file des conservateurs à la radio, martelant partout qu'il lui faudra «une majorité forte pour un gouvernement fort».

Le journal conservateur Proto Thema fait sa Une samedi avec une caricature montrant un baigneur alangui sur un matelas pneumatique, avec le message: «Profite bien de tes vacances et laisse donc les autres décider si tu pourras repartir en vacances».

Les Grecs auront voté trois fois en un mois et demi, après les européennes et les élections locales. La participation, déjà en berne pour les municipales de juin, sera décisive dimanche.

Si l'Écart est serré dans un contexte de forte bipolarisation, ND devra se construire une coalition pour gouverner, sans doute avec le Mouvement pour le changement KINAL, né sur les cendres du parti socialiste PASOK, la réplique de l'alliance qui avait conduit la Grèce dans l'impasse avant l'arrivée de Syriza.

AFP

## L'ambassadeur britannique à Washington considère l'administration Trump "inepte"

■ L'administration de Donald Trump est «inepte» et «unique dans son dysfonctionnement», estime l'ambassadeur britannique aux Etats-Unis, Kim Darroch, selon des câbles diplomatiques qui ont fuité, publiés par le Mail on Sunday.

Le diplomate aurait ainsi affirmé que la présidence Trump était susceptible de «s'écraser en flammes» et de «s'achever dans la disgrâce», dans ses mémos et rapports transmis à Londres, selon l'hebdomadaire.

«Nous ne pensons pas vraiment que cette administration va devenir substantiellement plus normale, moins dysfonctionnelle, moins imprévisible, moins divisée, moins maladroite et inepte diplomatiquement», écrit ainsi Kim Darroch dans un de ses messages, selon le Mail on Sunday.

Le président américain est «instable» et «incompétent», a encore estimé le diplomate de 65 ans.

Un autre mémo à propos de la visite d'Etat controversée de M. Trump le mois dernier à Londres rapporte que le président américain et son équipe ont été «éblouis», mais que malgré tout la Grande-Bretagne pourrait ne pas conserver longtemps sa belle image car «c'est toujours le pays de l'Amérique d'abord».

L'ambassadeur écrit encore que les informations «le chaos et les luttes féroces» qui agitent la Maison-Blanche - des «fake news», selon Donald Trump - sont «pour la plupart véridiques».

Kim Darroch est l'un des diplomates les plus expérimentés en poste à Washington, où il est arrivé en janvier 2016, avant la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine.

Selon le Mail on Sunday, les mémos qui ont fuité, vraisemblablement divulgués par un fonctionnaire britannique, couvrent une période qui commence en 2017.

Dans un des messages les plus récents, daté du 22 juin, M. Darroch critique la politique du président américain sur l'Iran, qui a fait craindre un conflit armé: M. Trump a à ce sujet des positions «incohérentes», «chaotiques».

Et le fait qu'il ait renoncé au dernier moment à des frappes de missiles contre le régime de Téhéran en représailles après qu'un drone américain a été abattu, semble-t-il car 150 Iraniens risquaient d'être tués, est un argument qui «ne tient pas».

«C'est plus sûrement parce qu'il n'a jamais été complètement convaincu par cette solution, et il était inquiet de comment ce revirement par rapport à une de ses promesses de campagne de 2016 serait perçu en 2020», indique M. Darroch, faisant référence à la prochaine présidentielle.

Le ministère britannique des Affaires étrangères n'a pas contesté la véracité de ces mémos diplomatiques.

«Les Britanniques sont en droit d'attendre que nos ambassadeurs donnent à nos ministres des évaluations honnêtes sur les politiques de leur pays», a indiqué une porte-parole. «Leurs vues ne sont pas nécessairement celles de nos ministres ou de notre gouvernement».

«Notre équipe à Washington a des relations solides avec la Maison-Blanche et nul doute qu'elles résisteront à de tels comportements mesquins», a encore dit la porte-parole à propos d'éventuelles retombées après ces fuites.

AFP

Etats-Unis

# La Californie secouée par un puissant séisme, la crainte du "Big One" ravivée

**"Terrifiant", "effrayant": après avoir été frappés par deux séismes majeurs en deux jours, les habitants proches de l'épicentre, dans le sud de la Californie, faisaient part samedi de leur crainte de subir une nouvelle forte secousse dans cette région sismique hantée par l'angoisse du "Big One".**

**S**i les deux séismes —jeudi et vendredi— ont été ressentis à Los Angeles et Las Vegas, leur épicentre était situé dans une zone désertique peu peuplée, ce qui explique qu'ils n'aient fait, selon les dernières informations, que quelques blessés légers et relativement peu de dégâts.

Mais les habitants de la région de Ridgecrest restaient sous le choc samedi après le séisme d'une magnitude de 7,1 survenu vendredi soir, le plus fort depuis vingt ans à frapper la zone.

«J'ai vraiment peur, c'est la première fois que je vis cela», a confié à l'AFP Tina Gamenez, dans la ville de Ridgecrest, ville de quelque 30.000 habitants à environ 240 km au nord-est de Los Angeles.

Installée aux portes du désert depuis plus



de dix ans, elle a décidé, après une nuit sans sommeil, rythmée par les répliques, de partir avec sa famille, au moins provisoirement.

«Mes amis disent qu'il y en aura un autre, plus fort», explique-t-elle. «On doit partir. Nous allons au Nouveau-Mexique» voisin.

Locataire d'un mobile-home, Terry Brantley racontait lui que ce fragile édifice avait «décollé» puis été «déplacé d'environ un mètre» pendant la secousse.

«J'ai connu d'autres tremblements de terre, souvent, mais rien de tel. C'était vraiment terrifiant. Je suis encore sous le choc», expliquait-il à l'AFP en observant la maison de son voisin, en partie ravagée par un incendie après le séisme.

Dans sa supérette au sol jonché de bouteilles cassées, Victor Abdullatif affirmait aussi n'avoir jamais ressenti une secousse aussi «puissante».

«L'angoisse est au maximum mais on attend avant de nettoyer à cause des avertissements qu'un autre séisme pourrait arriver, c'est vraiment effrayant», a-t-il confié à l'AFP.

Les patients de l'hôpital ont été évacués sur le parking dans la soirée, selon CNN, et des trous et fissures sont apparus sur les

routes déjà endommagées par le premier fort séisme.

Environ 1.800 résidents se retrouvaient sans électricité dans le comté de Kern, qui englobe Ridgecrest.

«Des maisons qui ont bougé, des fondations fissurées, des murs porteurs à terre. Un blessé (léger) et les pompiers le soignent», ont indiqué sur Twitter les secours du comté voisin de San Bernardino, lui aussi proche de l'épicentre.

## «Basse» probabilité

La probabilité qu'un nouveau séisme de magnitude 7 ou supérieure se produise est «basse», à 3%, a précisé l'institut américain de géophysique USGS sur Twitter.

Mais ces deux tremblements de terre successifs ont ravivé le spectre du «Big One», ce mégaseisme potentiellement dévastateur tant redouté dans l'Ouest américain.

Une sismologue de l'Institut californien de Technologie (Caltech), Lucy Jones, a toutefois précisé que les deux séismes s'étaient produits sur une «même faille», distincte de celle de San Andreas qui est susceptible de provoquer ce redouté «Big One».

Avec ses 7,1 de magnitude, le séisme de

vendredi est 11 fois plus puissant que celui de jeudi, qui était de 6,4. Et les habitants de la région ont subi depuis jeudi matin une vingtaine de séismes de magnitude 4 et au moins 1.200 répliques d'intensités variées.

Le gouverneur de Californie Gavin Newsom a déclaré l'état d'urgence à la fois dans le comté de Kern, qui recouvre Ridgecrest et dans celui de San Bernardino, une mesure qui vise à mobiliser plus rapidement les moyens pour venir en aide à la région.

A Los Angeles, les dégâts étaient minimes, avec quelques lignes électriques tombées et des coupures d'électricité par endroit. Les cinémas ont été évacués pendant la secousse.

A Disneyland, les attractions ont un temps été fermées pour être inspectées, tandis que l'aéroport de Los Angeles a signalé ne pas avoir subi de dégâts, et continuait à fonctionner normalement.

Le séisme de vendredi est le plus important en Californie depuis celui, également de 7,1, qui avait touché en 1999 la base de Marines de Twentynine Palms, à 250 km à l'est de Los Angeles.

AFP

Italie

## Un nouveau navire humanitaire accoste de force à Lampedusa

■ Un navire humanitaire, l'Alex, avec 41 migrants à bord, a accosté de force samedi dans le port de l'île italienne de Lampedusa, après le Sea-Watch la semaine dernière, défiant la politique des ports fermés voulue par le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini.

D'importantes forces de police attendaient l'Alex, affrété par le collectif italien de gauche et d'extrême gauche Mediterraneo, selon les images de la télévision italienne. Personne n'est descendu du voilier de 18 mètres qui attend depuis deux jours en mer.

«Compte tenu des conditions d'hygiène intolérables à bord, l'Alex a déclaré l'état d'urgence et vogué vers Lampedusa, le seul port de débarquement sûr possible», avait tweeté plus tôt dans la journée Mediterraneo.

La semaine dernière, les autorités italiennes ont saisi à Lampedusa un navire d'une ONG allemande, le Sea-Watch 3, et arrêté sa capitaine, Carola Rackete, qui avait accosté de force pour débarquer 40 migrants secourus en mer et bloqués à bord depuis plus de deux semaines.

H. R.

Chine

## Deux personnes meurent après avoir consommé des champignons vénéneux

■ Deux personnes sont mortes et huit autres sont souffrantes après avoir consommé des champignons vénéneux dans la province chinoise du Yunnan (sud-ouest), ont annoncé les autorités.

Les deux décès ont été enregistrés dans le district de Mengla, a précisé le centre provincial de contrôle et de prévention des maladies.

Les victimes ont toutes consommé un type de russule vénéneuse, le Russula subnigricans hongo, qui peut provoquer une hémolyse intravasculaire aiguë, voire une insuffisance rénale aiguë.

Ce type de russule, l'un des champignons vénéneux les plus communs au Yunnan, ressemble à deux autres types de champignons comestibles.

H. K.

Allemagne

## 30.000 personnes pour soutenir les ONG de sauvetage de migrants

**P**lus de 30.000 personnes ont manifesté dans une centaine de villes d'Allemagne samedi en signe de solidarité avec la capitaine du Sea-Watch et pour réclamer une prise en charge des migrants sauvés par les ONG en Méditerranée, selon les organisateurs.

A Berlin, le cortège comptait quelque 8.000 personnes tandis qu'à Hambourg, 4.000 personnes ont participé au défilé, selon le collectif Seebrucke. Au total, des sit-ins, défilés et rassemblements se sont déroulés dans une centaine de villes dans toute l'Allemagne.

«Le sauvetage en mer ne connaît pas de frontières, tout comme notre solidarité», a assuré la capitaine du Sea-Watch, Carola Rackete, dans un message adressé aux manifestants à Berlin.

«L'irresponsabilité des Etats européens m'a contraint à agir comme j'ai agi», a

ajouté la jeune Allemande qui se trouve toujours en Italie.

Aux commandes du Sea-Watch, un navire de l'ONG allemande éponyme, Carola Rackete a été arrêtée après avoir accosté de force la semaine dernière sur l'île italienne de Lampedusa pour débarquer 40 migrants secourus en mer et bloqués à bord pendant plus de deux semaines.

Mardi, une juge italienne a invalidé son arrestation, au motif qu'elle avait agi pour sauver des vies. Deux enquêtes distinctes, pour résistance à un officier et pour aide à l'immigration clandestine, continuent cependant de peser sur elle.

La jeune femme a suscité un grand élan de solidarité en Allemagne alors que les voix dans la société civile se multiplient pour exiger l'accueil en Allemagne des migrants sauvés en Méditerranée.

Ils ont notamment réclamé que Berlin prenne en charge les migrants actuellement à bord de deux bateaux au large de Lampedusa, l'Alan Kurdi et l'Alex.

Brandissant des gilets de sauvetage, les manifestants à Berlin ont dénoncé la criminalisation du sauvetage en mer et s'en sont pris particulièrement au ministre italien de l'Intérieur (extrême droite) Matteo Salvini.

Carola Rackete, inconnue du grand public avant son arrestation, a assuré s'être sentie abandonnée par les gouvernements européens durant son odyssée avec les migrants rescapés. «Mon sentiment c'est qu'au niveau national comme au niveau international, personne ne voulait vraiment apporter son aide. Ils se refilaient la patate chaude», a-t-elle jugé dans l'hebdomadaire Der Spiegel dont elle fait la Une ce samedi.

R. K.

Selon la ministre

# Lancement prochain de la réorganisation du secteur du cinéma en Algérie

La ministre de la Culture, Meriem Merdaci, a annoncé, samedi à Mascara, le lancement prochain de la réorganisation du secteur du cinéma en Algérie pour lui donner plus de vitalité et rationaliser les dépenses.



Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection de son secteur dans la wilaya de Mascara, la ministre a souligné que l'action, lancée au niveau du ministère dans le domaine de la réorganisation des différents festivals culturels sera appliqué dans le domaine du cinéma pour toucher la cinématographie en Algérie et ses différents aspects et créer un dynamisme.

Merdaci Meriem a fait savoir qu'un grand travail se fait au niveau du ministère de la Culture avec l'ouverture de plusieurs chantiers et dossiers dont celui de reclassement des métiers culturels mené par le Conseil national des arts et des lettres qui a reclassé et définit des métiers culturels et introduit de nouveaux. La même responsable a valorisé une convention signée dernièrement par le ministère avec un nombre d'en-

treprises d'assurances au profit des artistes, travailleurs et retraités du secteur, accordant des avantages et incitations pour les artistes et fonctionnaires du secteur dans différents domaines. En inaugurant la nouvelle Maison de la culture de la ville de Mascara dont le coût de réalisation et d'équipement est estimé à 736 millions de DA, Mme Merdaci a exhorté à une exploitation optimale des moyens dont dispose cette nou-

velle structure dont la salle de théâtre d'une capacité de 500 places, une salle de spectacles cinématographiques de 260 sièges, d'autres et des ateliers et à les mettre à la disposition des artistes, acteurs culturels et le public.

La ministre a inauguré, lors de cette visite, le nouveau siège de la direction de la culture de la wilaya de Mascara d'un coût de 100 millions de DA, qui a nécessité 25 millions de DA supplémentaires pour l'achèvement des travaux d'aménagement externe et d'équipement. Cet espace est conçu suivant le style architectural local musulman.

Mme Merdaci a souligné que les espaces culturels réalisés dans la wilaya de Mascara dans les dernières années dont le théâtre régional restauré totalement sont des acquis importants pour les hommes de la culture et de l'art de la wilaya qui disposent désormais d'espaces ouverts à l'expression artistique et littéraire permettant de mettre en exergue leur talent dans tous les domaines. Ces réalisations permettent au public d'apprécier des spectacles culturels dans l'ambiance et la sérénité, a-t-elle ajouté.

La ministre a visité, au terme de sa visite dans la wilaya de Mascara, l'arbre de Dardara dans la commune de Ghriss, qui fut le théâtre de la première allégeance à l'Emir Abdelkader par les tribus pour la résistance contre le colonisateur français, en novembre 1832.

G. K.

Brésil

## Décès de Joao Gilberto, légende de la bossa nova, à 88 ans

■ L'une des légendes brésiliennes de la bossa nova Joao Gilberto est décédé à 88 ans, ont annoncé samedi ses proches.

"Mon père est décédé. Son combat était noble, il a tenté de conserver sa dignité alors qu'il perdait son autonomie", a écrit son fils Joao Marcelo sur Facebook sans préciser les causes de la mort de l'icône qui vivait ruiné et solitaire à Rio.

Guitariste et chanteur intimiste de l'âme brésilienne, il s'est produit sur les plus grandes scènes du monde. Parmi ses nombreux morceaux d'anthologie, figurent Desafinado, Garota de Ipanema, Chega de saudade, Rosa Morena, Corcovado, Aquarela do Brasil.

Depuis des années, Joao Gilberto était pris dans un conflit entre deux de ses trois enfants, son fils Joao Marcelo et sa fille Bebel Gilberto - également musiciens - et sa dernière épouse dont il vit aujourd'hui séparé, Claudia Faissol, une journaliste 40 ans plus jeune que lui et mère de sa fille adolescente.

Bebel et Joao Marcelo accusent Claudia Faissol d'avoir abusé de la faiblesse de leur père et d'avoir provoqué sa ruine. Fin 2017, sa fille Bebel a obtenu sa mise sous tutelle, alors qu'il n'était plus en mesure de s'occuper de sa santé et de ses finances en raison de sa fragilité physique et mentale.

Beaucoup de Brésiliens l'ont vu pour la dernière fois sur une vidéo en 2015, où il apparaissait, très amaigri et en pyjama, chantant The girl from Ipanema à sa petite fille en s'accompagnant à la guitare.

R. C.

Musique

## Soolking à l'affiche du 55<sup>e</sup> Festival de Carthage

■ Le rappeur algérien Abderraouf Derradji, plus connu sous le nom d'artiste Soolking prend part au 55<sup>e</sup> Festival international de Carthage prévu du 11 juillet au 20 août dans la capitale tunisienne, annoncent des médias locaux.

Natif d'Alger, ce rappeur trentenaire est connu pour ses chansons notamment Milano, Guerilla, Dalida et Liberté, alliant rap, reggae, soul, hip-hop et dernièrement le rai.

Très jeune, il se lance dans un groupe musical algérois avant d'entamer en 2016, en France, une carrière solo brillante.

Considéré comme un des chanteurs les plus en vue de la scène musicale algérienne actuelle, Soolking s'est produit sur plusieurs scènes à l'étranger, notamment en France où il compte de nombreux fans parmi les communautés algérienne et maghrébine.

L'édition 2019 de cette manifestation prévoit une trentaine de spectacles avec la participation de plusieurs stars arabes et internationales à l'image de Lotfi Bouchnak (Tunisie), Ragheb Alama (Liban) et Léo Rojas (Equateur).

Organisé depuis 1964, le Festival de Carthage s'est imposé comme un des plus anciens et importants festivals de musique du Monde arabe.

L. M.

Lutte des Algériens contre le colonialisme

## Il y a 150 ans, Arthur Rimbaud faisait l'éloge de l'émir Abdelkader

Il y a 150 ans, le célèbre poète français de la prose rimée, Arthur Rimbaud, faisait l'éloge de l'Emir Abdelkader et la lutte des Algériens contre le colonialisme dans un poème, peu connu, écrit à l'âge de 14 ans et qui l'avait intitulé Jugurtha.

C'est un poème, écrit le 2 juillet 1869, présenté lors du concours de l'Académie des Ardennes dont il obtint le premier prix. Le poème de 75 vers en latin a été publié le 15 novembre 1869 dans le Moniteur de l'enseignement secondaire de l'Académie de Douai.

"Dans les monts d'Algérie, sa race renaître : Le vent a dit le nom d'un nouveau Jugurtha", c'est ainsi que Rimbaud (1854-1891), élève de collègue à Charleville (Ardennes, Grand-Est), évoque dans ses vers, à travers la légende de Jugurtha, l'émir Abdelkader, héros de la résistance algérienne contre l'occupation française, qui avait été déjà libéré (1952) de sa détention au château d'Amboise par Napoléon III.

Un seul sujet était au concours : Jugurtha, roi numide (160-105 av. J.-C.), sur lequel les candidats devaient écrire leur poème.

Dans son blog, l'universitaire Chérif Lounès a expliqué que "Rimbaud écrivit son poème en partant de la vie de combat du roi

numide Jugurtha contre Rome. Il fit ensuite le parallèle avec celui mené par l'Emir Abdelkader qui s'était opposé durant 15 années, de 1832 à 1847 à l'armée coloniale française la plus puissante du monde à l'époque".

Frédéric, le père du jeune poète avait été envoyé à Oran où il avait participé à la colonisation de l'Algérie, notamment en livrant batailles contre l'Emir Abdelkader et son armée qui luttaient contre l'invasion française.

Très probablement sous l'influence des écrits de son père, connu pour avoir été arabo-ophile, notamment en réalisant une traduction du Coran, Arthur Rimbaud s'intéressait à l'époque de ce qui se passait dans le Monde arabe.

Dans son ouvrage Rimbaud et l'Algérie (2004, Paris Méditerranée, Hédi

Abdel-Jaouad, professeur au Skidmore College de New-York, a analysé la "fascination" qu'exerça l'Algérie sur le jeune prodige, qui abandonna la poésie à l'âge de 21 ans (1875).

Pour ce professeur, Rimbaud actualise, dans son poème, la légende afin d'illustrer une autre résistance : celle de l'Emir Abdelkader en lutte contre l'occupation française.

T. M.

" Dans toutes les larmes s'attarde un espoir. " Simone de Beauvoir

Zhou Qunfei



" Les larmes sont l'extrême sourire. " Stendhal

Page animée par Tinhinan

## Nicolas Sarkozy : Sa rancœur envers son ex-épouse, Cécilia Attias

**Aujourd'hui fou amoureux de sa femme Carla Bruni, Nicolas Sarkozy a d'abord été marié à Cécilia Attias durant 11 ans. Si les deux parties ont depuis refait leur vie, l'ancien président ne pardonne toujours pas certaines choses à son ex-femme.**

Dans son nouveau livre Passions, Nicolas Sarkozy se confie comme jamais, révélant ses blessures et ses doutes. S'il en profite pour faire l'éloge de sa femme, Carla Bruni, l'ancien président ne ménage pas son ex-femme, Cécilia Attias. Il décrit, en toute franchise, cette période de sa vie où il vivait enfin son rêve, sa première campagne présidentielle en 2007, tout en affrontant une vie personnelle beaucoup plus difficile. " J'arrivais seul au débat. Cécilia

n'ayant pas souhaité m'accompagner. Il est vrai qu'elle m'avait annoncé dans l'après-midi sa volonté de divorcer ".

Élu président, Nicolas Sarkozy savoure sa victoire seul. " Je ne savais ni où elle était, ni ce qu'elle faisait, ni même ce qu'elle pensait au fond, car ses annonces de volonté de divorce étaient aussitôt suivies de périodes d'apaisement durant lesquelles je m'imaginai naïvement que les choses pouvaient s'arranger ".

Alors que Cécilia fréquentait l'homme d'affaires, Richard Attias avant même le divorce, Nicolas Sarkozy a su tourner la page avec dignité et soulagement : " Alors que je m'étais tant battu pour sauver ma famille, le lendemain du divorce, je me réveillais au Portugal où je me trouvais pour un sommet européen avec un poids immense en moins. J'étais soulagé. C'était fait. Je l'avais craint, j'avais tort ".

Parents d'un fils, Louis, les deux parents avaient souhaité le préserver en divorçant à l'amiable : " Je l'ai fait pour notre fils Louis parce que j'ai toujours respecté les mères de mes enfants et parce que je ne voulais pas brûler ce que j'avais aimé ". Une fin digne d'un film...



### Bien-être

## Le sommeil, secret de la positive attitude ?

Une récente étude américaine affirme que les couche-tôt sont plus aptes à adopter une attitude positive. Au grand dam des couche-tard, bien plus anxieux...

"Le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt". Et si le dicton n'était pas si éloigné de la réalité ?

Pas de chance pour les couche-tard et les petits dormeurs : selon une étude de l'Université de Binghamton (Etats-Unis) publiée dans *Cognitive Therapy and Research*, les couche-tôt et autres gros dormeurs seraient en meilleure santé mentale que les oiseaux de nuit. En

effet, l'étude suggère que le fait de dormir suffisamment, se coucher et se lever tôt est associé à moins de pensées négatives répétées.

Afin d'arriver à ce résultat, les chercheurs ont invité 100 jeunes adultes à remplir des questionnaires sur leurs habitudes et à réaliser des tâches par ordinateur. Les étudiants ont par ailleurs précisé s'ils étaient plutôt "du matin" ou "du soir". Durant les tests, les scientifiques ont mesuré à quel point ils manifestaient de l'inquiétude ou des obsessions sur un sujet ou encore ruminaient des pensées négatives. Ainsi, les parti-

cipants qui dormaient peu, se couchaient plus tard ou avaient un sommeil haché étaient davantage susceptibles d'avoir des pensées négatives que les autres, de s'inquiéter de l'avenir et de regarder vers le passé. Des symptômes typiques de troubles psychiatriques tels que les troubles anxieux généralisés, la dépression, la phobie sociale voire le trouble obsessionnel compulsif, justement liés aux troubles du sommeil par de précédentes études.

Les résultats de cette étude ne sont toutefois pas aussi surprenants qu'ils peuvent paraître : plus on se couche tard,



plus on réfléchit. Plus on réfléchit, plus de pensées sont susceptibles de nous passer par la tête et parmi elles, des pensées négatives. Jacob Nota, co-auteur de cette étude, conseille : "S'assurer que l'on dort au bon moment de la journée pourrait être un mode d'intervention économique et facile auprès des personnes qui ont des pensées négatives".

### Beauté

## Détendre les yeux fatigués et le regard triste

Les exercices faciaux constituent un moyen naturel et entièrement gratuit de prévenir le vieillissement et de rajeunir les traits du visage. Ils améliorent la circulation sanguine et chassent les mines tristes. Pratiqué régulièrement, la gymnastique faciale des yeux est efficace et ses effets sur la luminosité du regard sont perceptibles rapidement. Les exercices suivants stimulent la circulation sanguine du contour des yeux et fortifient les muscles des paupières. Ils agrandissent les yeux, donnent de l'éclat au regard et réduisent notablement les poches et les cernes sous les yeux.

-Posez aux coins internes et externes de chaque œil, le majeur et l'index de chaque main. Exercez une pression dans les coins internes et externes des yeux gardés ouverts et poussez la paupière intérieure le plus haut possible. L'effort occasionne le tremblement de la peau sous les doigts. Relâchez et recommencez l'exercice en alternant 10 contractions et 10 relâchements.

- Posez uniquement les index aux coins externes des yeux et fermez les yeux en pressant fortement les paupières l'une sur l'autre. Comptez jusqu'à 20, tout en sentant les vibrations dans les coins externes. Relâchez. Répétez 3 fois cet exercice en 2 temps.

-Ouvrez les yeux le plus grand possible. Tenez la position quelques

secondes et relâchez la tension. Si vos paupières sont tombantes, faites le même exercice en contractant dans le même temps le muscle qui entoure les yeux.



### Hygiène dentaire

## La brosse à dent, un véritable nid à microbes

constaté qu'elles pouvaient contenir jusqu'à 10 millions de bactéries dont la E. coli ou le staphylocoque.

Ils ont identifiés plusieurs sources de contaminations et suggéré plusieurs règles pour les éviter.

La brosse est tout d'abord infectée par les bactéries de la bouche, puis par celles des éclaboussures d'eau du robinet, puis par celles des poils des autres brosses, puis par le tube du dentifrice puis dans certains cas par celles projetées par la chasse d'eau des toilettes...

### Les étuis en plastique : une erreur

Vous ne vous sentez pas concerné puisque votre brosse à dents est sagement rangée dans un étui en plastique pour la proté-

ger de toutes ces sources de contamination ? Mauvaise nouvelle. Les chercheurs révèlent dans cette étude qu'au lieu d'être efficace, cette pratique augmente les risques de multiplication des bactéries. En effet, l'étui empêche la brosse à dents de sécher entre les utilisations et l'humidité favorise le développement des bactéries.

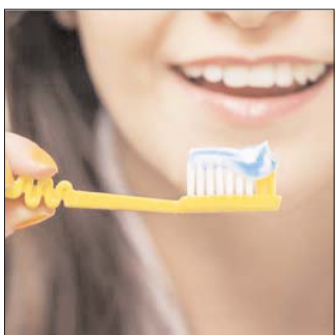
### Quelques règles à respecter

Pour se prémunir des bactéries, les chercheurs recommandent d'utiliser des dentifrices à base de triclosan plus efficaces et rappellent que " les poils de la brosse ne doivent pas toucher l'embout du tube qui est un vecteur de contamination ". Ils insistent aussi sur l'importance de nettoyer la brosse après chaque usage et

de la désinfecter si elle est tombée par terre.

Si vos toilettes se trouvent dans la salle de bain, pensez à toujours fermer le couvercle avant de tirer la chasse d'eau pour éviter la propagation de bactéries et de virus.

Hyper sensible aux bactéries, la brosse à dent ne devrait même pas partager le même contenant que ses voisines. Une pratique sûrement efficace mais qui demande un peu de place et d'organisation ! Essayez au maximum que les poils ne se touchent pas. " Mais une chose est sûre, si vous voulez éviter que votre brosse soit un vrai nid à bactéries, évitez de la prêter et changer en souvent " concluent les chercheurs.



La brosse à dents contient 10 millions de bactéries selon une nouvelle étude scientifique anglaise.

Bouche, éclaboussures du lavabo et même particules en suspension provenant des toilettes, la brosse à dents devient rapidement un nid à microbes pouvant contenir jusqu'à 10 millions de bactéries d'après les résultats de l'étude des chercheurs de l'Université de Manchester.

Les chercheurs ont analysé les poils de brosses à dents et ont



**Les DEBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



# SPORTS

## Nigeria 3-Cameroun 2

### Le tenant du titre tombe contre les Super Eagles

■ Si le tableau des huitièmes de finale a mis en scène tous les cadors, les surprises commencent à tomber dans cette Coupe d'Afrique des Nations. Vendredi, le Maroc, grand favori à la victoire finale, est sorti par la petite porte contre le Bénin (1-1, 1-4 tab). Et ce samedi, c'est le Cameroun, tenant du titre, qui a dû s'incliner contre une opposition toutefois plus réputée, le Nigeria. Les Super Eagles ont débloqué la situation rapidement pour prendre les devants dans ce grand classique. Ighalo, bien placé après un décalage, a déclenché une frappe qui a fait mouche (1-0, 19e). La réaction camerounaise s'est faite attendre, mais les Lions Indomptables ont eu un temps fort, un vrai, en fin de première période. Il leur a permis de renverser la situation grâce à deux connaissances de Ligue 1 : l'Anglais Stéphane Bahoken (1-1, 42e), puis le Marseillais Clinton Njie (1-2, 44e). Mais le Nigeria a trouvé les ressources nécessaires pour se révolter à son tour. Plus prompt et précis que tout le monde, l'attaquant Ighalo y est allé de son doublé en égalisant d'une volée bien sentie (2-2, 63e), avant que l'attaquant d'Arsenal Alex Iwobi n'endosse le costume du héros en concluant une attaque rapide d'un plat du pied parfait (3-2, 67e). Un avantage conservé jusqu'au bout par les Super Eagles, qui auraient même pu faire le break en fin de match.

## Copa America 2019

### Messi voit rouge mais l'Argentine s'adjuge la 3e place

■ Quand il se retournera sur son immense carrière, Lionel Messi froncera les sourcils en ouvrant le chapitre de l'Argentine, surtout s'il tombe sur ses combats - le terme semble approprié - contre le Chili. Après s'être incliné deux fois en finale de la Copa America contre la Roja, Messi a encore quitté un match contre le pays voisin avec la mine déconfite. C'était à la fin du premier acte. Le génie du Barça, d'ordinaire si placide, a perdu son calme et a vu rouge suite à une altercation avec Medel, lui aussi expulsé (37e). La différence avec les dernières fois, c'est que le numéro 10 a pu compter sur ses coéquipiers pour faire le travail dans cette petite finale. En fait, tout a basculé en début de match pour une Argentine rusée et incisive. Sergio Agüero a bénéficié d'une merveille d'ouverture du même Messi, sur un coup franc rapidement joué, pour aller débloquer la situation rapidement (1-0, 12e). Dix minutes plus tard, Paulo Dybala a doublé la mise pour permettre à l'Albiceleste d'avoir une marge un peu plus confortable (2-0, 22e).

Après l'expulsion de Messi, le rapport de force a changé, à dix contre dix. Tout s'est même compliqué dans la dernière demi-heure pour les Argentins lorsqu'un penalty de Vidal a permis à la Roja de reprendre espoir (2-1, 59e s.p.). Mais l'Argentine a serré les dents pour conserver son avantage jusqu'au bout. L'Albiceleste termine donc troisième de cette Copa America organisée sur le sol brésilien. Ce n'est pas une réussite, mais ce n'est pas un échec non plus. Par les temps qui courent, Messi et sa bande se consolent comme ils peuvent...

## Huitièmes de finale de la CAN

# Les Tunisiens et les Maliens en appel



Deux grands chocs pour le compte des huitièmes de finale de la CAN auront lieu respectivement à Suez et à Ismaïlia et qui verront le Mali donner la réplique à la Côte d'Ivoire et le Ghana jouer face à la Tunisie. Ainsi, les Aigles du Mali qui a prit la tête du groupe E en réussissant un parcours séduisant espère continuer son aventure lors de ce bal africain en espérant aller le plus loin possible. Les hommes du sélectionneur Mohamed Magassouba et malgré leur jeune âge ne sont nullement impressionnés et restent décidés à jouer les trouble-fête lors de cette compétition, sachant qu'il s'agit du premier tournoi pour un bon nombre d'entre eux. Les Maliens sont conscients que leur tâche ne sera pas de tout repos face à une bonne équipe ivoirienne mais restent déterminés à tout donner lors de ce match. De leur côté, les Eléphants ivoiriens, qui ont terminé à la deuxième place de leur groupe,

avec six points dans leur escarcelle, après avoir battu l'Afrique du Sud et la Namibie, ne sont nullement impressionnés et savent que tout reste possible à ce stade de la compétition et qu'il faudra donc se donner à fond pour passer aux quarts aux dépens du Mali. Vainqueur lors de l'édition 1992 et de 2015, les Ivoiriens souhaitent décrocher un autre titre lors de cette édition. Le deuxième choc qui aura lieu dans la ville d'El Ismaïlia entre le Ghana et la Tunisie devrait tenir aussi toutes ses promesses entre deux sélections qui restent déterminées à aller le plus loin possible. Les Blacks Stars souhaitent reprendre le chemin du sacre après leurs cinq trophées, et se donneront donc à fond lors de cette empoignée. Les Ghanéens ne seront nullement impressionnés et tenteront de surprendre les Tunisiens dès le départ. De leur côté, les Aigles de Carthage, souhaitent se reprendre après le parcours mi-figue mi-raisin à la

phase des poules. Les Tunisiens, faut-il le rappeler, se sont qualifiés malgré le fait qu'ils ont terminé leurs trois matchs par un score nul, mais cela ne les empêche pas d'être décidés à faire de leur mieux pour passer ce tour.

Imad M.

#### Le programme :

#### Lundi 8 juillet:

(17h00) Mali-Côte d'Ivoire (Suez)  
(20h00) Ghana-Tunisie (Ismaïlia)

## Plus de ticket unique à partir du 9 Juillet

■ La vente de tickets pour chaque rencontre de la CAN 2019 ne sera plus possible à partir du 9 juillet sur le système de réservation exclusif Tazkarti.

En effet, à partir des quart de finale, il faudra acheter un package comprenant le 1/4, la 1/2 finale de l'équipe que l'on suit, plus un billet pour la finale.

La billetterie aura été un vrai casse tête durant cette Coupe d'Afrique où les supporters ont dû se faire identifier avec un Fan ID. Les stades n'ont pas fait le plein comme on a pu le voir durant les 1/8e de finale.

## Le président de la Fédération égyptienne démissionne

■ Le président de la Fédération égyptienne de football (EFA), Hani Abou Rida, a présenté sa démission et limogé toute l'équipe technique de la sélection nationale après son élimination samedi en 8e de finale de la Coupe d'Afrique des Nations, selon un communiqué.

Cette décision répond à «une obligation morale» après «avoir déçu les supporters égyptiens» avec une défaite 1-0 face à l'Afrique du sud, a précisé l'EFA. Tous les membres du bureau de la fédération ont également été invités à présenter leur démission.

## Huitièmes de finales de la CAN/Egypte 0-Afrique du Sud 1

# Les Bafana Bafana surprennent les Pharaons

■ Parfaitement en place, par séquences brillantes collectivement, l'Afrique du Sud a offert à ses fans un remake inspiré de David contre Goliath, en ramenant sur terre le géant égyptien. Un exploit aussi inattendu que mérité, au regard du match exemplaire des Bafana Bafana.

Comment faire tomber un géant sur ses terres ? Un ogre qui totalise sept Coupes d'Afrique des nations et se retrouve massivement soutenu par un stade plein comme un œuf ? Peut-être en oubliant sa peur et en arrêtant de regarder de trop près la différence de taille. C'est précisément ce qu'a fait l'Afrique du Sud, équipe d'antistars par excellence, qui a pourtant mis un bon paquet d'étoiles dans les yeux de ses supporters ce samedi, en crucifiant l'Égypte en toute fin de rencontre (0-1). Et se qualifie par la même

occasion pour les quarts de finale de cette CAN cuvée 2019.

Pas le temps d'admirer le public en ébullition du stade international du Caire, il faut zieuter tout de suite sur le terrain. Car l'Égypte a du feu dans les cannes et s'est mis dans le crâne d'enterrer les maigres espoirs sud-africains d'entrée de jeu. Les Pharaons asphyxient complètement les Bafana Bafana lors des dix premières minutes, et Salah, dont la frappe dans la surface est déviée in extremis, est tout proche d'ouvrir déjà la marque.

Sauf que les Sud-Africains ont décidé de ne pas se ratatiner face à l'ogre égyptien. Les voilà qui sortent désormais le museau de leur moitié de terrain et se procurent quelques situations frissons : Tau, d'une frappe aux vingt mètres, chatouille une première fois les gants d'El-Shenawy, avant que le portier

égyptien ne se détende pour sortir un excellent coup franc, une nouvelle fois botté par l'ailier sud-africain.

De fait, les partenaires de Mothiba jouent crânement leur chance, et la mécanique collective des septuples vainqueurs de la CAN semble, elle, soudainement détraquée.

#### De Lorch dans les pieds

Pour se sortir de la mouise, l'Égypte mise alors plus lourdement sur Salah. Mais, à l'exception de quelques rares étincelles, l'ailier de Liverpool se casse surtout souvent les dents sur Hlanti, le latéral gauche sud-africain, impeccable défensivement sur son côté. Le numéro 10 égyptien parvient bien à envoyer une passe sublime à Trezeguet dans la surface, mais le tir de ce dernier est beaucoup trop gentil et finit aisément dans les mimines de

Williams.

Un scénario cadeau pour l'Afrique du Sud, qui continue de se projeter et d'oser vers l'avant, alors que Hlatswayo voit son coup de boule sur coup franc échouer à un tout petit mètre du poteau d'El-Shenawy. Les Pharaons commencent sérieusement à pétocher, Aguirre procède à tous ses changements pour s'éviter absolument la prolongation, mais les Bafana Bafana n'ont plus peur de rien : Lorch, à la conclusion d'un contre brillamment amené, se présente seul face à El-Shenawy et fait soudain fermer les clapets d'un pays tout entier. L'Égypte, anéantie, ne s'en remettra pas et sort dès les huitièmes de finale de sa CAN 2019. Cruel, mais logique, au regard de la prestation parfaitement aboutie d'une Afrique du Sud qui pourrait bien être la merveilleuse surprise de cette compétition.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 31 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 30 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 16 °C  
Max 33 °C

http://www.lesdebats.com

Libye

## Le pape appelle à des «corridors humanitaires»

Le pape François, réagissant hier, au récent bombardement meurtrier en Libye d'un centre de détention de migrants, a appelé à l'organisation de «corridors humanitaires» pour venir en aide aux migrants «les plus nécessiteux». «La communauté internationale ne peut tolérer des faits aussi graves», a assuré le pape après la traditionnelle prière de l'Angelus sur la place Saint-Pierre. «Je souhaite que soient organisés de manière étendue et concertée les corridors humanitaires pour les migrants les plus dans le besoin», a-t-il ajouté.

Le souverain pontife argentin, qui a fait de la défense des migrants l'un des axes majeurs de son pontificat, a aussi appelé les fidèles à «prier pour les pauvres personnes sans défense tuées ou blessées mardi dernier dans l'attaque aérienne qui a touché un centre de détention de migrants en Libye». Après la mort de 44 migrants dans un raid aérien mardi dernier contre leur centre à Tajoura, une banlieue est de Tripoli, quelque 300 migrants y sont toujours détenus, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Leur situation est devenue plus critique depuis le début de l'offensive militaire, le 4 avril de Khalifa Haftar, pour conquérir Tripoli, siège du Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU. La frappe menée mardi dernier, tard à Tajoura a été attribuée par le Gouvernement d'union nationale basé à Tripoli aux forces de Khalifa Haftar engagées dans une offensive pour s'emparer de la capitale d'un pays plongé dans le chaos depuis 2011. Le centre de détention touché par l'attaque abritait environ 600 migrants, en majorité érythréens et soudanais, et deux de ses cinq hangars ont été touchés, selon le responsable du centre, Noureddine al-Grifi. Quelque 120 migrants se trouvaient dans le hangar n° 3 qui a été touché de plein fouet.

R. I.

France

## Nouveau report du lancement d'une fusée en raison de la météo

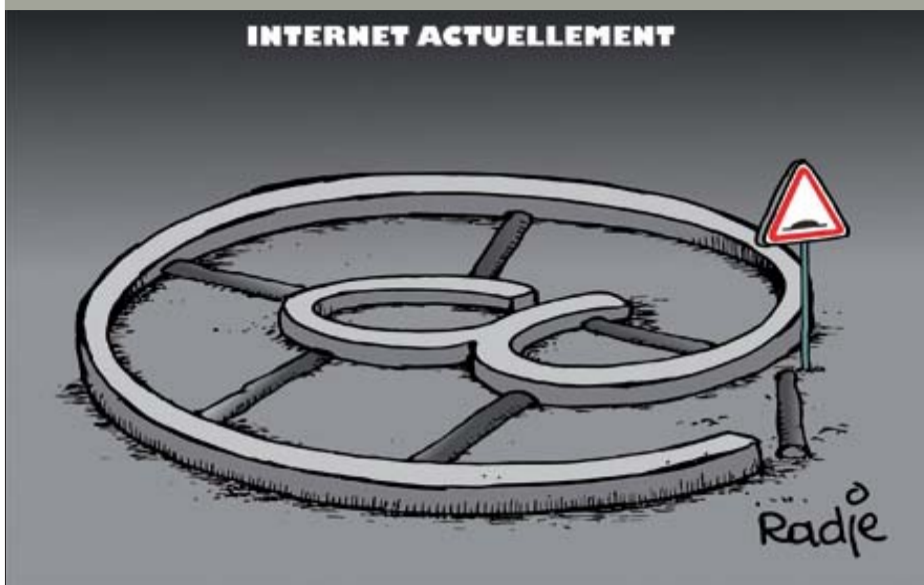
Le tir d'une fusée Vega, chargée de mettre en orbite un satellite d'observation de la Terre FalconEye1 pour le compte des Emirats arabes unis, a été de nouveau reporté en raison de la météo, a annoncé hier, Arianespace. Ce lancement était initialement prévu dans la nuit de vendredi à samedi à Kourou, en Guyenne française, et avait été repoussé une première fois à dimanche. «Les conditions de vent en altitude au-dessus du Centre Spatial Guyanais restent défavorables, Arianespace a décidé de ne pas tenter un lancement le dimanche 7 juillet», a expliqué l'entreprise dans un communiqué, relayé par des médias. «La nouvelle date visée sera annoncée dès que possible en fonction de l'évolution des conditions météorologiques», a ajouté Arianespace, réaffirmant que «le lanceur Vega et le satellite FalconEye1 sont en configuration stabilisée et en totale sécurité». Le tir du lanceur avait été reporté une première fois, en raison du vent en altitude au-dessus du Centre spatial guyanais, et avait été reprogrammé pour hier à 22h53 heure de Kourou (01h53 GMT) sous réserves de conditions météo «acceptables».

R. F.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

INTERNET ACTUELLEMENT



Sétif

## Arrestation de deux individus pour agression d'un policier



Deux individus, auteurs d'une tentative d'homicide volontaire avec préméditation, dont a été victime un policier qui exerçait ses fonctions, et impliqués dans la destruction de biens d'autrui, ont été arrêtés mercredi dernier, a indiqué la direction générale de la Sécurité nationale (Dgsn), dans un communiqué, rendu

public vendredi. Les deux mis en cause, des repris de justice, s'étaient présentés mercredi aux environs de 10h aux services des urgences de Sarroub Khoutir d'El Eulma, dans la wilaya de Sétif, pour y recevoir des soins, indique la même source qui a ajouté qu'une rixe a éclaté entre les deux mis en cause à l'intérieur du service, amenant le policier en charge de la sécu-

rité au niveau de l'hôpital à intervenir, suite à quoi, l'un des mis en cause a poignardé le policier avec un objet tranchant (un poignard de grand calibre) à la poitrine. Les deux suspects ont, par la suite, brisé les vitres du service des urgences, amenant l'équipe médicale du service suscité à opérer, au plus vite, le policier blessé.

Lors de cette agression qui a provoqué une grande panique parmi les citoyens qui se trouvaient à l'intérieur de la structure sanitaire, les forces de la brigade judiciaire sont intervenues pour arrêter les deux individus et les déférer devant les juridictions compétentes du tribunal d'El Eulma, lesquelles ont ordonné leur placement sous mandat de dépôt, conclut le communiqué.

H. F.

Direction de l'éducation d'El Bayadh

## Deux personnes placés sous contrôle judiciaire pour corruption

Le juge d'instruction près le tribunal d'El Bayadh a mis sous contrôle judiciaire un cadre et un fonctionnaire de la direction locale de l'éducation parmi 10 autres prévenus pour «corruption et faux et usage de faux», a-t-on appris, samedi auprès des services de Sécurité de la wilaya. Le juge d'instruction a entendu dernièrement 12 personnes impliquées dans une affaire de corruption, de faux et usage de faux dans des documents administratifs, de dilapidation de deniers publics et abus de pouvoir. Les faits de cette affaire, traitée par les services de la Police judiciaire, remontent à deux mois suite à des informations

faisant état de la falsification de la liste de promotion des fonctionnaires relevant de cette direction de wilaya. Après enquête approfondie, 12 fonctionnaires du secteur ont été entendus et un dossier judiciaire engagé à l'encontre de tous les mis en cause qui ont été déférés devant le tribunal d'El Bayadh.

Le juge instructeur a mis sous contrôle judiciaire le chef de service du personnel et de contrôle ainsi que le responsable adjoint des services économiques de la direction de l'Education. Les 10 autres prévenus ont fait l'objet de citations directes, selon la même source.

K. T.

Khenchela

## Un élément de soutien aux groupes terroristes arrêté

Un élément de soutien aux groupes terroristes a été arrêté lors d'une opération menée samedi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, à Khenchela, indique hier, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, un détachement de

l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté, le 6 juillet 2019, un élément de soutien aux groupes terroristes, à Khenchela (5<sup>ème</sup> Région militaire)», précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont appréhendé, à Bordj Badji Mokhtar (6<sup>ème</sup> Région militaire), quatre contrebandiers à bord d'un camion chargé de 19 200 litres de

carburant et une tonne de denrées alimentaires», relève le communiqué. Par ailleurs, des garde-côtes «ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de huit personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale à El Kala (5<sup>ème</sup> Région militaire), tandis que 14 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen (2<sup>ème</sup> Région militaire)», conclut le MDN.

Reda A.

ACTU...

El Tarf

## Sept blessés dans une collision entre un bus et un camion

Sept personnes ont été blessées hier, dans une collision entre un bus de l'entreprise de transport public et un camion survenue sur la RN82 reliant le chef-lieu de wilaya d'El Tarf à Zitouna, a rapporté le chargé de la communication à la direction des services de la Protection civile.

L'accident de la circulation s'est produit aux environs de midi au lieu-dit Faydh Laghbaâr, près de la localité de Matroha, lorsqu'un bus de transport des voyageurs, desservant la ligne El Tarf à la ville Matroha (daira d'El Tarf), est entré en collision avec un camion circulant en sens inverse, faisant sept blessés, âgés entre 19 et 57 ans, dont trois femmes, a ajouté le sous-lieutenant Layachi Guesmi. Aussitôt alertés, les services de la Protection civile sont arrivés sur les lieux où ils ont dispensé les premiers secours aux victimes avant leur transfert vers le service des urgences de l'hôpital d'El Tarf, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cet accident, a-t-on poursuivi.

H. R.

Bouira

## Des unités d'élevage avicole ravagées par un incendie

Deux unités d'élevage avicole ont été ravagées samedi par les flammes suite à un incendie qui s'est déclaré dans une ferme agricole à Lakhdaria (nord-ouest de Bouira), selon la Protection civile.

«L'incendie s'est déclaré dans la ferme Omar Chérif Ouled El Mahdi à Lakhdaria. Les flammes ont ravagé deux unités d'élevage de volailles comptant plus de 5 000 poussins ainsi qu'une dizaine de botes de foin et une dizaine de bonbonnes de gaz», a précisé à l'APS, le chargé de la communication, le sous-lieutenant Youcef Abdat.

Six autres unités de volailles ainsi que 30 quintaux de fourrage ont été épargnées par le feu grâce à l'intervention des équipes de la Protection civile, qui ont pu maîtriser et éteindre les flammes trois heures plus tard, a ajouté le même responsable.

R. B.